

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 433

11 mai 2005

### SOMMAIRE

ABN AMRO Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .	20772	M & A Investors S.A., Luxembourg . . . . .	20768
Adelaïde, Sicav, Luxembourg . . . . .	20779	Matériaux Clément S.A., Junglinster . . . . .	20766
AIG Multilabel Sicav, Luxembourg . . . . .	20778	Méandre S.A., Luxembourg . . . . .	20783
AIG Sicav, Luxembourg . . . . .	20784	Mid Atlantic Holdings S.A., Luxembourg . . . . .	20769
Antiquarium Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20780	Midden Europese Beleggingsmaatschappij S.A.H., Luxembourg . . . . .	20778
ASI Global S.A.H., Luxembourg . . . . .	20766	Millet S.A., Luxembourg . . . . .	20783
ASI Global S.A.H., Luxembourg . . . . .	20767	Mortgage Holdings S.A., Luxembourg . . . . .	20768
Atrinity Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20784	N1 Products S.A., Luxembourg . . . . .	20776
Avanco S.A., Luxembourg . . . . .	20770	New Skies Investments, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	20761
C.I.A. Lux, Compagnie Immobilière de l'Aéroport de Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	20783	O.C.A. Beteiligung A.G., Luxembourg . . . . .	20769
Cara S.A., Luxembourg . . . . .	20772	Oriflame Cosmetics S.A., Luxembourg . . . . .	20780
Cedribo S.A., Luxembourg . . . . .	20773	Parax S.A.H., Luxembourg . . . . .	20769
Chamonix, S.à r.l., Grevenmacher . . . . .	20766	Partners Group (Luxembourg), S.à r.l., Luxem- bourg . . . . .	20761
CMPI Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20779	Partners Group European Mezzanine 2005 S.C.A., Sicar, Luxembourg . . . . .	20748
Cofinex S.A.H., Luxembourg . . . . .	20776	Philoe Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20775
Compagnie Européenne de Financement C.E.F. S.A., Luxembourg . . . . .	20768	Posal S.A., Luxembourg . . . . .	20774
Condorcet S.A., Wecker . . . . .	20767	Refina International S.A.H., Luxembourg . . . . .	20771
Convertible Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	20738	Sicus S.A.H., Luxembourg . . . . .	20768
Convertible Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	20747	Sistema Tessile S.A., Luxembourg . . . . .	20774
Corumba S.A., Luxembourg . . . . .	20767	Société Immobilière et Financière Luxem- bourgeoise S.A., Strassen . . . . .	20777
CYO Company of Yarns Olcese S.A.H., Luxem- bourg . . . . .	20777	Sofidra S.A., Luxembourg . . . . .	20777
E.T.I. Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20760	Sofinka S.A.H., Luxembourg . . . . .	20780
Eco Financière S.A., Luxembourg . . . . .	20773	Tepimo S.A.H., Luxembourg . . . . .	20772
Eurinvest Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20775	Textilpar Investissements S.A., Luxembourg . . . . .	20773
Euroconsortium de Gestion S.A.H., Luxembourg . . . . .	20769	Toiture Eich Nico, S.à r.l., Tuntange . . . . .	20767
Ferrada Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20770	Tourist Investments S.A., Luxembourg . . . . .	20770
Floraxau S.A.H., Luxembourg . . . . .	20771	Universal Invest, Sicav, Luxembourg . . . . .	20775
General Technic, S.à r.l., Howald . . . . .	20767	Wainbrom Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20777
Global Vision Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20774	Wincom Investment S.A., Luxembourg . . . . .	20768
Hibiscus S.A.H., Luxembourg . . . . .	20771	Yatagan Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20776
I.V. Invest S.A.H., Luxembourg . . . . .	20775	Zamial Invest S.A., Luxembourg . . . . .	20778
Idées Urbaines Europe S.A.H., Luxembourg . . . . .	20784	Zordalys Holding S.A., Luxembourg . . . . .	20770
Inter Communication S.A., Luxembourg . . . . .	20747		
IXIS International Funds (Lux) I, Sicav, Luxem- bourg . . . . .	20779		

**CONVERTIBLE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. BRG FUND).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 27.709.

L'an deux mille cinq, le quatorze avril.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société d'Investissement à Capital Variable BRG FUND, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert, constituée sous la dénomination de STAR CONVERTIBLE FUND, suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 mars 1988, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 121 du 9 mai 1988, modifiée suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de son collègue empêché, Maître Reginald Neuman, prénommé, en date du 29 janvier 1990, publié au Mémorial C numéro 74 du 10 mars 1990, modifiée avec adoption de la dénomination de BR FUND et refonte des statuts, suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, prénommé, en date du 23 février 1993, publié au Mémorial C numéro 127 du 24 mars 1993, modifiée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, prénommé, en date du 30 janvier 1997, publié au Mémorial C numéro 255 du 27 mai 1997, modifiée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, prénommé, en date du 29 décembre 1998, publié au Mémorial C numéro 157 du 10 mars 1999, et modifiée avec adoption de la dénomination actuelle, suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 février 2002, publié au Mémorial C numéro 428 du 16 mars 2002, immatriculée au registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 27.709.

*Bureau*

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Michel Gelhay, Directeur, demeurant à Halanzy (Belgique).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Martine Vermeersch, employée privée, demeurant à Libramont (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Manuella Piron, employée privée, demeurant à Limerlé (Belgique).

*Composition de l'assemblée*

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

*Exposé du Président*

Le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour*

I. Apport des compartiments BRG FUND - ETHIGLOBAL, BRG FUND - GROWTH et BRG FUND - Equities International respectivement aux compartiments nouvellement créés Isis Ethiglobal, Isis Growth et Isis Equities International de l'OPCVM de droit luxembourgeois dénommé ISIS.

II. Sous la condition suspensive de l'adoption de la résolution prévue au point I ci-dessus, refonte complète des statuts de la Société notamment pour la soumettre à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, et comprenant des modifications significatives aux articles 1, 3, 5, 6, 10, 15, 19, 20, 21, 22, 24, 26 et 27 pour:

1. Changer la dénomination de la Société en CONVERTIBLE FUND;
2. Accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant;
3. Appliquer le principe de désolidarisation des dettes et obligations des différents compartiments de la Société;
4. Permettre la création de classes d'actions au sein des compartiments de la Société;
5. Préciser les règles relatives à la dissolution et à la fusion de compartiments de la Société;
6. Adapter les statuts de la Société aux dispositions de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et remplacer toutes références à la loi du 30 mars 1988 par des références à la loi du 20 décembre 2002.

III. Nomination de quatre nouveaux Administrateurs en remplacement de sept Administrateurs démissionnaires.

IV. Divers.

II.- La présente assemblée a été convoquée par des avis de convocation publiés:

- au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 201 du 7 mars 2005 et numéro 259 du 23 mars 2005;
- dans le journal «Luxemburger Wort» actuellement «d'Wort» du 7 mars 2005 et du 23 mars 2005;
- dans le journal «Tageblatt» du 7 mars 2005 et du 23 mars 2005;
- dans l'Echo de la Bourse le 5 mars 2005 et le 23 mars 2005;
- dans le «De Tijd» le 5 mars 2005 et le 23 mars 2005;
- dans le «Het Financieele Dagblad» le 5 mars 2005 et le 23 mars 2005.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été posés au bureau pour inspection.

III.- Une première assemblée générale extraordinaire s'est réunie par-devant le notaire instrumentant le 2 mars 2005 pour délibérer sur le même ordre du jour que celui de la présente assemblée générale extraordinaire.

Le quorum de présence requis par l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée n'ayant pas été atteint, la prédite assemblée n'a pas pu valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

IV.- La présente assemblée peut en vertu de la prédite loi délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour quelle que soit la partie du capital représentée.

*Constatation de la validité de l'assemblée*

L'exposé du Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Le Président expose les raisons qui ont motivé les points à l'ordre du jour.

*Résolutions*

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de faire apport des compartiments BRG FUND - ETHIGLOBAL, BRG FUND - GROWTH et BRG FUND - Equities International respectivement aux compartiments nouvellement créés Isis Ethiglobal, Isis Growth et Isis Equities International de l'OPCVM de droit luxembourgeois dénommé ISIS.

*Deuxième résolution*

Etant donné que l'assemblée a valablement décidé de réaliser l'apport visé à la résolution qui précède, l'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société notamment pour la soumettre à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, et comprenant des modifications significatives aux articles 1, 3, 5, 6, 10, 15, 19, 20, 21, 22, 24, 26 et 27 pour:

- Changer la dénomination de la Société en CONVERTIBLE FUND;
- Accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant;
- Appliquer le principe de désolidarisation des dettes et obligations des différents compartiments de la Société;
- Permettre la création de classes d'actions au sein des compartiments de la Société;
- Préciser les règles relatives à la dissolution et à la fusion de compartiments de la Société;
- Adapter les statuts de la Société aux dispositions de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et remplacer toutes références à la loi du 30 mars 1988 par des références à la loi du 20 décembre 2002.

*Troisième résolution*

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de donner la teneur suivante aux nouveaux statuts de la Société:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Forme et Dénomination.** Il existe entre les actionnaires existants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) régie par la partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (ci-après «la Loi») sous la dénomination de CONVERTIBLE FUND (ci-après «la Société»).

**Art. 2. Durée.** La Société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 3. Objet Social.** La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose dans des valeurs mobilières variées et d'autres avoirs autorisés par la Loi dans le but de répartir les risques d'investissement, et de faire bénéficier les actionnaires des résultats de la gestion de ses portefeuilles.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet au sens le plus large autorisé par la Loi.

**Art. 4. Siège Social.** Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise.

**Art. 5. Capital Social, Catégories/Compartiments, Classes d'Actions.** Le capital social sera à tout moment égal au total de la valeur des actifs nets des différentes catégories (également appelées «compartiments») de la Société. Le capital social minimum de la Société sera de un million deux cent cinquante mille euros (Euro 1.250.000,-).

Les actions, sans mention de valeur, doivent être entièrement libérées.

Les comptes annuels de la Société seront exprimés en euros. Au cas où il existerait différentes catégories ou classes d'actions, telles que prévues ci-après, et si les comptes de ces catégories ou de ces classes sont exprimés en devises différentes, ces comptes seront convertis en euros et additionnés en vue de la détermination des comptes consolidés de la Société.

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de créer de nouvelles catégories, au sens de l'article 133 (1) de la Loi, et d'en fixer la politique d'investissement.

A l'intérieur de chaque catégorie, le Conseil d'Administration se réserve le droit de créer des classes d'actions distinctes (ci-après «les classes») correspondant à (i) une politique de distribution spécifique; et/ou (ii) une structure spécifique de frais d'émission ou de rachat; et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion; et/ou (iv) la devise dans laquelle la classe peut être offerte; et/ou (v) l'utilisation de techniques de couverture du risque de change ou de tout autre risque; et/ou (vi) toute autre spécificité applicable à une classe d'une catégorie.

**Art. 6. Emissions des Actions.** Le Conseil d'Administration peut émettre à tout moment des actions de la Société à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie ou de la classe dont elles relèvent, déterminée conformément à l'article 20 des présents statuts, plus tels montants qui seront prévus dans les documents de vente.

Aucun droit de préférence ne pourra être invoqué par les actionnaires existants en cas d'émission d'actions nouvelles.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix auquel ces actions seront offertes ou vendues sera celui du premier jour d'évaluation qui suit la réception de la demande de souscription.

Le Conseil d'Administration peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises dans une catégorie; le Conseil d'Administration peut notamment décider que les actions d'une catégorie seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans les documents de vente.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur, directeur ou employé de la Société ou à toute autre personne la charge d'accepter les souscriptions, d'en recevoir le prix, d'émettre les actions et de remettre les certificats, dans le respect de l'obligation légale que l'administration centrale soit située au Grand-Duché de Luxembourg.

Ces actions peuvent, au choix du Conseil d'Administration, appartenir à des catégories différentes et les produits de l'émission des actions de chaque catégorie seront investis, conformément à l'article 3 des présents statuts, dans des valeurs mobilières ou d'autres avoirs à déterminer par le Conseil d'Administration pour chacune des catégories compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la Loi et conformément à la politique d'investissement de la catégorie concernée.

Les actions seront émises après acceptation de la souscription.

Le paiement de la souscription doit intervenir normalement dans les deux jours ouvrables bancaires à compter de la date à laquelle la valeur nette d'inventaire applicable a été calculée, sous peine d'annulation de la souscription.

Le Conseil d'Administration peut également accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant, tel que prévu par la loi luxembourgeoise, à condition que les titres et les actifs de ce portefeuille soient conformes avec la politique et les restrictions applicables à la catégorie concernée. Un rapport d'évaluation dont le coût sera supporté par l'investisseur concerné, sera établi par le réviseur d'entreprises de la Société conformément à l'article 26-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

A la suite de l'acceptation de la souscription et de la réception du prix d'achat, les actions souscrites seront attribuées au souscripteur.

**Art. 7. Rachats et Conversions des Actions.** Selon les modalités fixées ci-après, tout actionnaire est en droit de demander à la Société le rachat de tout ou partie de ses actions dans les seules limites prévues par la Loi et les présents statuts.

Le prix de rachat sera celui du premier jour d'évaluation suivant la réception de la demande de rachat et sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie ou de la classe concernée telle que déterminée au jour d'évaluation suivant les dispositions de l'article 20 des présents statuts, diminuée d'une commission de rachat de maximum 1% de cette valeur nette d'inventaire le cas échéant.

Toute demande doit être faite par écrit et irrévocablement au siège social de la Société ou à une autre adresse indiquée par la Société. La demande doit être accompagnée du ou des certificats au porteur, de tous les coupons non échus et pour les certificats nominatifs, des preuves suffisantes d'une succession ou d'un transfert de propriété éventuel.

Le paiement du prix de rachat sera normalement fait dans les deux jours ouvrables bancaires après la détermination du prix de rachat et réception des documents requis.

Les actions rachetées par la Société seront annulées.

Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions d'une catégorie en actions d'une autre catégorie. La conversion des actions d'une classe en actions d'une autre classe soit dans la même catégorie soit dans une autre catégorie n'est possible que dans les circonstances et selon les conditions prévues dans les documents de vente. Le prix de la conversion sera celui de la valeur nette d'inventaire respective, étant entendu que le Conseil d'Administration peut imposer des restrictions concernant, inter alia, la fréquence des conversions, et peut les soumettre au paiement de frais dont il déterminera le montant.

En cas de demandes importantes de rachat et/ou de conversion représentant plus de 10% des actifs nets d'une catégorie donnée, la Société se réserve alors le droit de ne racheter les actions qu'au prix de rachat tel qu'il aura été déterminé après qu'elle aura pu vendre les actifs nécessaires dans les plus brefs délais compte tenu des intérêts de l'ensemble des actionnaires de la catégorie, et qu'elle aura pu disposer du produit de ces ventes. Dans un pareil cas, un seul prix sera calculé pour toutes les demandes de rachat, de souscription et de conversion présentées au même moment pour cette catégorie.

**Art. 8. Forme des Actions.** Les actions sont au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire. Des certificats seront émis sous forme nominative et au porteur. Les coupures seront décidées par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra décider d'émettre des fractions d'actions jusqu'à trois décimales. Celles-ci ne donnent pas droit au vote lors des assemblées.

Pour les actionnaires ayant demandé une inscription nominative dans le registre des actionnaires, tel que décrit ci-après dans les présents statuts, une confirmation d'inscription dans le registre des actionnaires leur sera faite, à moins que l'investisseur ne fasse une demande expresse pour recevoir des certificats.

Si un actionnaire désire que plus d'un certificat soit émis pour ses actions, le coût du ou des certificats additionnels pourra être mis à charge de l'actionnaire. Les certificats seront signés par deux administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, l'une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration; en ce cas, elle doit être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées par le Conseil d'Administration.

Toutes les actions nominatives émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société. L'inscription doit indiquer le nom du propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu et le nombre, la catégorie et la classe d'actions nominatives qu'il détient. Tout transfert entre vifs ou pour cause de mort d'actions nominatives sera inscrit au registre des actionnaires.

Le transfert d'actions au porteur se fera par la tradition du certificat d'action correspondant.

Le transfert d'actions nominatives se fera sur remise à la Société des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société ou bien s'il n'a pas été émis de certificats, une déclaration de transfert écrite portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis.

La Société pourra, lorsqu'il s'agit d'actions au porteur, considérer le porteur et lorsqu'il s'agit d'actions nominatives, la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites au registre des actionnaires comme le propriétaire des actions.

La Société n'encourra aucune responsabilité envers des tiers du chef d'opérations portant sur ces actions et sera en droit de méconnaître tous droits, intérêts ou prétentions de toute autre personne sur ces actions; ces dispositions, toutefois, ne privent pas ceux qui y ont droit, de demander l'inscription d'actions nominatives au registre des actionnaires ou un changement de l'inscription au registre des actionnaires.

Tout propriétaire d'actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également sur le registre des actionnaires.

Au cas où un tel actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra être faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une adresse soit fournie par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

**Art. 9. Certificats Perdus ou Endommagés.** Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'actions a été égaré ou détruit, un duplicata peut être remis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés peuvent être échangés sur ordre de la Société. Ces certificats endommagés seront remis à la Société et annulés sur-le-champ.

La Société peut, à son gré, mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat et de toutes les dépenses encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre des actionnaires ou avec la destruction de l'ancien certificat.

**Art. 10. Fermeture et Apport de Catégories/Compartiments ou Classes d'Actions.** Le Conseil d'Administration peut décider de liquider une catégorie ou classe si les actifs nets de cette catégorie ou classe deviennent inférieurs à un montant en dessous duquel la catégorie ou classe ne peut plus être gérée de manière adéquate ou si un changement dans la situation économique ou politique a une influence sur la catégorie ou classe en question, justifiant une telle liquidation.

La décision de liquidation sera notifiée aux actionnaires de la catégorie ou classe avant la date effective de liquidation. La notification indiquera les raisons et la procédure de liquidation. La décision et les modalités de clôture de la catégorie ou classe seront ainsi portées à la connaissance des actionnaires concernés par publication d'un avis dans la presse. Cet avis sera publié dans un ou plusieurs journaux de Luxembourg et dans un ou plusieurs journaux à diffusion nationale des pays où les actions seraient distribuées.

A moins que le Conseil d'Administration en décide autrement dans l'intérêt des actionnaires ou pour maintenir un traitement équitable entre eux, les actionnaires de la catégorie ou classe concernée pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, sur base de la valeur nette d'inventaire applicable, en prenant en compte une estimation des frais de liquidation. La Société remboursera chaque actionnaire proportionnellement au nombre d'actions qu'il détient dans la catégorie ou classe. Les produits de liquidation qui ne pourraient pas être distribués à leurs bénéficiaires lors de la clôture de la liquidation de la catégorie ou classe seront consignés auprès du Dépositaire pour une période de six mois après la clôture de la liquidation. Passé ce délai, ils seront déposés auprès de la Caisse de Consignation en faveur de leurs bénéficiaires.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites précédemment, le Conseil d'Administration peut décider de clôturer une catégorie ou classe par fusion avec une autre catégorie ou classe de la Société. Une telle fusion peut encore être décidée par le Conseil d'Administration si l'intérêt des actionnaires des catégories ou classes concernées l'exige. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus. La publication contiendra des informations se rapportant à la nouvelle catégorie ou classe. La publication sera faite au moins un mois avant que la fusion ne devienne effective afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, avant que l'opération ne devienne effective. A la fin de cette période, tous les actionnaires restants seront liés par la décision.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites précédemment, le Conseil d'Administration a le pouvoir de décider la clôture d'une catégorie ou classe par apport à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois. Le Conseil d'Administration peut d'autre part décider un tel apport si l'intérêt des actionnaires de la catégorie ou classe en question l'exige. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus. La publication contiendra des informations se rapportant à cet organisme de placement collectif. La publication sera faite au moins un mois avant la date à laquelle l'apport prendra effet afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, avant que l'opération d'apport à cet organisme de placement collectif ne devienne effective. A la fin de cette période, tous les actionnaires restants seront liés par la décision.

Si les actions sont apportées à un organisme de placement collectif établi sous la forme d'un fonds commun de placement de droit luxembourgeois, l'apport ne liera les actionnaires de la catégorie ou classe concernée que s'ils acceptent expressément l'apport par vote unanime de tous les actionnaires de la catégorie ou classe concernée. Si cette condition n'est pas remplie, seuls les actionnaires ayant voté pour l'apport seront liés par la décision; les actionnaires restants seront considérés avoir demandé le rachat de leurs actions.

**Art. 11. Assemblées Générales des Actionnaires.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois d'avril à 16.00 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la loi luxembourgeoise régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées générales des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action, quelle que soit la catégorie ou la classe à laquelle elle appartient et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire, donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme mandataire.

Les actionnaires d'une catégorie ou d'une classe peuvent convoquer une assemblée générale propre à leur catégorie ou à leur classe et prendre pour cette catégorie ou pour cette classe les décisions propres à celles-ci.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi luxembourgeoise, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires seront convoquées par le Conseil d'Administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, publié conformément à la loi luxembourgeoise et envoyé par lettre simple ou recommandée, au moins huit jours avant l'assemblée générale à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires.

**Art. 12. Engagement de la Société.** La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs et par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs auront été spécialement délégués par le Conseil d'Administration.

**Art. 13. Les Administrateurs.** La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Les membres du Conseil d'Administration n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale pour une période d'un an se terminant à l'assemblée annuelle qui suit. Ils sont rééligibles.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission, de révocation ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire, à la majorité des voix, un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

**Art. 14. Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi luxembourgeoise ou par les présents statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut choisir parmi ses membres un président et un ou plusieurs vice-présidents ou administrateurs-délégués, sous réserve de l'accord de l'assemblée générale dans ce dernier cas. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui dressera les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du Président ou de deux administrateurs, aux heures et lieux indiqués dans l'avis de convocation.

Le Président ainsi choisi présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais, en son absence, l'assemblée générale ou le Conseil d'Administration désigneront à la majorité un autre administrateur pour assumer la présidence de ces assemblées générales et réunions.

Le Conseil d'Administration, s'il y a lieu, nommera des administrateurs-délégués, des directeurs, fondés de pouvoir de la Société, un ou plusieurs secrétaires, éventuellement des directeurs-général adjoints, des secrétaires adjoints et d'autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Ces personnes n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société, ni membres du Conseil d'Administration, sauf l'administrateur-délégué. Pour autant que les présents statuts n'en décident pas autrement, ces personnes auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le Conseil d'Administration.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment donné par chaque administrateur.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant aux heures et lieux déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit, par télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre des réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées. Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présents statuts, les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix pour ou contre une décision, le Président aura voix prépondérante.

En l'absence de réunion, le Conseil d'Administration peut également prendre des résolutions par écrit à condition qu'aucun administrateur n'objecte à cette procédure. Dans ce cas, la date de cette résolution sera la date de la dernière signature.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par un administrateur.

**Art. 15. Intérêt Opposé.** Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé. L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société est autrement en relation d'affaires, sera par là-même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et il ne délibérera ni ne prendra part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

**Art. 16. Indemnisation.** La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par tous actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration. En cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à l'indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

**Art. 17. Politiques d'Investissement.** Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer (i) la politique d'investissement de chaque catégorie de la Société ainsi que (ii) les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement adoptées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et règlements.

Dans cette approche, dans toutes les catégories, les placements pourront être faits, dans le respect des exigences posées par la Loi, notamment quant au type de marché sur lequel ces avoirs peuvent être acquis ou au statut de l'émetteur ou de la contrepartie:

- (i) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire;
- (ii) en parts d'OPC;
- (iii) en dépôts auprès d'un établissement de crédit;
- (iv) en instruments financiers dérivés.

La Société est en outre autorisée à utiliser des techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire, pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés en vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de protection de ses actifs et engagements.

La Société pourra notamment acquérir les valeurs mentionnées ci-dessus sur tout Marché Réglementé d'un Etat d'Europe, membre ou non de l'Union Européenne («UE»), d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie ou d'Océanie.

La Société pourra également investir en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'un Marché Réglementé mentionné ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission.

La Société est autorisée à investir, en respectant le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% des actifs nets attribuables à chaque catégorie en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques («OCDE») ou par un organisme international à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE, étant entendu que, si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle doit détenir, pour le compte de la catégorie concernée, des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs nets attribuables à cette catégorie.

La Société peut à titre accessoire détenir des liquidités.

La Société prend les risques qu'elle juge raisonnables afin d'atteindre l'objectif assigné; toutefois, elle ne peut garantir d'y parvenir compte tenu des fluctuations boursières et des autres risques auxquels sont exposés les placements en valeurs mobilières.

**Art. 18. Société de Gestion.** Le Conseil d'Administration conclura un contrat de gestion avec une société de gestion établie au Luxembourg et approuvée conformément au chapitre 13 de la Loi (ci-après «la société de gestion»). En vertu de ce contrat, la société de gestion fournira des services de gestion collective à la Société.

La société de gestion pourra déléguer à des tiers, en vue de mener ses activités de manière plus efficace, l'exercice, pour son propre compte, d'une ou de plusieurs des fonctions visées à l'alinéa précédent.

**Art. 19. Réviseur d'Entreprises.** Les opérations de la Société et sa situation financière, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un réviseur d'entreprises agréé qui devra satisfaire aux exigences légales concernant leur honorabilité et leur expérience professionnelle, et qui accomplira tous les devoirs prescrits par la Loi.

Le réviseur d'entreprises sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires et lorsque son successeur sera élu.

**Art. 20. Valeur Nette d'Inventaire.** Pour les besoins de l'établissement de la valeur nette d'inventaire, celle-ci s'exprime pour chaque catégorie et/ou pour chaque classe en Euro ou dans une autre devise correspondant à une catégorie et/ou à une classe déterminée, et est déterminée en divisant les actifs nets de chaque catégorie et/ou de chaque classe par le nombre total de ses actions en circulation à la date de l'évaluation.

Dans la mesure du possible, la Société tiendra compte de tous les frais de gestion, de distribution, d'administration et autres dépenses régulières et répétitives. En supplément des frais d'administration, de domiciliation, de banque dépositaire, de réviseur et d'agent payeur, la Société devra supporter des frais normaux d'administration incluant tous les frais pour les services rendus à la Société tels que des frais d'impression et de distribution de certificats, de prospectus, de rapports financiers annuels et semi-annuels et de tout autre document publié régulièrement ou occasionnellement pour information aux actionnaires, les frais et dépenses provenant de l'élaboration et de la mise à jour de registres à la Bourse de Luxembourg et tous autres frais d'administration tels que les frais de banque usuels.

Si, depuis la fermeture des bureaux du jour en question, il y a une modification substantielle des cours sur les marchés sur lesquels une partie importante des investissements de la Société sont négociés ou cotés, la Société peut annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation en vue de sauvegarder les intérêts des actionnaires et de la Société.

Dans un tel cas, cette deuxième évaluation des actifs nets des différentes catégories de la Société s'appliquera à toutes les demandes de souscription et de rachat applicables ce jour-là.

I. Les actifs de la Société comprendront notamment:

1. toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus non encore touchés et les intérêts courus sur ces dépôts jusqu'au jour d'évaluation;
2. tous les effets et billets payables à vue et les comptes à recevoir (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
3. tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;
4. tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société en avait connaissance;
5. tous les intérêts échus non encore perçus et tous les intérêts produits jusqu'au jour d'évaluation par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
6. les frais d'établissement de la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;
7. tous les autres actifs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces actifs sera déterminée de la façon suivante:

a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance, mais non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que la Société estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

b) L'évaluation de toute valeur admise à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public est basée sur le dernier cours connu à Luxembourg, le jour

d'évaluation, et, si cette valeur est traitée sur plusieurs marchés, sur base du dernier cours connu du marché principal de cette valeur; si le dernier cours connu n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation que le Conseil d'Administration estimera avec prudence et bonne foi.

c) Les valeurs non cotées ou non négociées sur un marché boursier ou sur tout autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

d) Les instruments du marché monétaire et autres titres à revenu fixe dont l'échéance résiduelle est inférieure à 3 mois pourront être évalués sur base du coût amorti. Si toutefois il existe un prix de marché pour ces instruments ou pour ces titres, l'évaluation selon la méthode décrite précédemment sera comparée périodiquement au prix de marché et en cas de divergence notable, le Conseil d'Administration pourra adapter l'évaluation en conséquence.

e) Les valeurs exprimées en une autre devise que la devise d'expression de la catégorie ou de la classe concernée seront converties sur base des taux de change en vigueur aux jours et heures de la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions.

Le Conseil d'Administration pourra à son entière discrétion permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il estime que cette évaluation reflète mieux la valeur de marché de tout actif détenu par une catégorie.

II. Les engagements de la Société comprendront notamment:

1. tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles;

2. toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature (y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés);

3. toutes réserves, autorisées ou approuvées par le Conseil d'Administration, notamment celles qui avaient été constituées en vue de faire face à une moins-value potentielle sur certains investissements de la Société;

4. tout autre engagement de la Société, de quelque nature qu'il soit, à l'exception de ceux représentés par les moyens propres de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces autres engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses à supporter par elle, comprenant, sans limitation, les frais de constitution et de modification ultérieure des statuts, les commissions et frais payables à la Société de Gestion, aux Gestionnaires, Conseillers en Investissements, Distributeurs, dépositaire et agents correspondants, agent domiciliaire, agent administratif, agent de transfert, agents payeurs ou autres mandataires et employés de la Société, ainsi qu'aux représentants permanents de la Société dans les pays où elle est soumise à l'enregistrement, les frais d'assistance juridique et de révision des comptes annuels de la Société, les frais de promotion, les frais d'impression et de publication des documents de vente des actions, les frais d'impression des rapports financiers annuels et intérimaires, les frais de tenue d'assemblées d'actionnaires et de réunions du Conseil d'Administration, les frais de voyage raisonnables des administrateurs et directeurs, les jetons de présence, les frais des déclarations d'enregistrement, tous les impôts et droits prélevés par les autorités gouvernementales et les bourses de valeurs, les frais de publication des prix d'émission et de rachat ainsi que toutes autres dépenses d'exploitation, y compris les frais financiers, bancaires ou de courtage encourus lors de l'achat ou de la vente d'avoirs ou autrement et tous autres frais administratifs.

Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société tiendra compte pro rata temporis des dépenses, administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique.

5. Vis-à-vis des tiers, la Société constitue une seule et même entité juridique. Toutefois, les actifs d'une catégorie déterminée ne répondent que des dettes, engagements, charges et frais qui concernent cette catégorie. Les avoires, engagements, charges et frais qui ne sont pas attribuables à une catégorie seront imputés aux différentes catégories au prorata de leurs actifs nets respectifs. Si dans une même catégorie, une ou plusieurs classes ont été créées, les règles d'attribution mentionnées ci-avant seront applicables, si approprié, à ces classes.

III. Chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la clôture du jour d'évaluation s'appliquant au rachat de cette action et son prix sera, à partir de la clôture de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considéré comme engagement de la Société.

Chaque action à émettre par la Société en conformité avec des demandes de souscription reçues sera traitée comme étant émise à partir de la clôture du jour d'évaluation de son prix d'émission et son prix sera traité comme un montant dû à la Société jusqu'à ce qu'il ait été reçu par elle.

IV. Dans la mesure du possible, il sera tenu compte de tout investissement ou désinvestissement décidé par la Société jusqu'au jour d'évaluation.

**Art. 21. Suspension du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.** La valeur nette d'inventaire des actions de chaque compartiment et/ou de chaque classe est déterminée régulièrement mais en aucun cas moins de deux fois par mois, à Luxembourg, sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la Société et comme celui-ci le déterminera.

Le Conseil d'Administration est autorisé à suspendre temporairement le calcul de la valeur des actifs nets d'une ou de plusieurs catégories de la Société, ainsi que les émissions et les rachats des actions dans les cas suivants:

a) pendant toute période durant laquelle un marché ou une bourse de valeurs qui est le marché ou la bourse de valeurs principal où une portion substantielle des investissements de la Société à un moment donné est cotée, se trouve fermé, sauf pour les jours de fermeture habituels, ou pendant laquelle les échanges y sont sujets à des restrictions importantes ou suspendus;

b) lorsque la situation politique, économique, militaire, monétaire, sociale ou tout événement de force majeure, échappant à la responsabilité ou au pouvoir de la Société, rendent impossible de disposer de ses avoires par des moyens raisonnables et normaux, sans porter gravement préjudice aux intérêts des actionnaires;

c) pendant toute rupture des communications normalement utilisées pour déterminer le prix de n'importe quel investissement de la Société ou des prix courants sur un marché ou une bourse quelconque;

d) lorsque des restrictions de change ou de mouvement de capitaux empêchent d'opérer les transactions pour compte de la Société ou lorsque les opérations d'achat ou de vente des actifs de la Société ne peuvent être réalisées à des taux de change normaux;

e) dès la convocation à une assemblée au cours de laquelle la dissolution de la Société sera proposée.

Les souscripteurs et actionnaires offrant des actions au rachat seront avisés de la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Les souscriptions et demandes de rachat en suspens pourront être retirées par notification écrite pour autant que celle-ci soit reçue par la Société avant la cessation de la suspension.

Les souscriptions et rachats en suspens seront pris en considération le premier jour d'évaluation faisant suite à la cessation de la suspension.

**Art. 22. Exercice Social.** L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 23. Distribution.** L'assemblée générale des actionnaires décidera, sur proposition du Conseil d'Administration pour chaque catégorie, de l'usage à faire du résultat net annuel des investissements.

Le Conseil d'Administration peut également, conformément à la Loi, procéder à des paiements d'acomptes sur dividende endéans les limites de la Loi.

Des dividendes annoncés pourront être payés en actions ou en espèces et en ce cas en Euro ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration, et pourront être payés aux temps et lieu choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration déterminera souverainement le taux de change applicable et la devise de paiement.

Toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires décidant la distribution de dividendes aux actionnaires d'une catégorie et/ou d'une classe devra être préalablement approuvée par les actionnaires de cette catégorie et/ou de cette classe.

Le paiement des dividendes aux propriétaires d'actions au porteur, si de telles actions sont émises, et l'avis du paiement de ces dividendes se feront de la manière fixée par le Conseil d'Administration en conformité avec la loi luxembourgeoise. Les certificats d'actions au porteur pourront contenir, sur décision du Conseil d'Administration, un jeu de coupons de dividendes et un talon pour obtenir des coupons additionnels. Ces coupons de dividendes et talon porteront le même numéro que le certificat d'action auquel ils se rapportent. Le paiement des dividendes d'actions au porteur se fera contre remise des coupons de dividendes et le paiement sur remise des coupons constituera une preuve absolue à la décharge de la Société.

Le paiement de dividendes se fera aux propriétaires d'actions nominatives à leur adresse telle qu'inscrite au registre des actionnaires.

Les dividendes payables au porteur annoncés mais non payés, ne pourront plus être réclamés par le porteur, et le porteur sera forcé de réclamer ces dividendes qui reviendront à la Société si les coupons y afférents n'ont pas été présentés durant une période de cinq ans à partir de l'avis de paiement du dividende. Le Conseil d'Administration a tous les pouvoirs et pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le retour de ces dividendes à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes annoncés et se trouvant aux mains de la Société pour le compte de propriétaires d'actions au porteur.

**Art. 24. Dissolution de la Société.** Le Conseil d'Administration peut, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, proposer à une assemblée extraordinaire la dissolution et la liquidation de la Société.

La liquidation de la Société interviendra dans les conditions prévues par la Loi.

Dans le cas où le capital social de la Société est inférieur à deux tiers du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Si le capital social de la Société est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de sorte que l'assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la date de constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement au deux tiers ou au quart du capital minimum. Par ailleurs, la Société pourra être dissoute, par décision d'une assemblée générale statuant suivant les dispositions statutaires en la matière.

Les décisions de l'assemblée générale ou du tribunal prononçant la dissolution et la liquidation de la Société sont publiées au Mémorial et dans deux journaux à diffusion adéquate dont au moins un journal luxembourgeois. Ces publications sont faites à la diligence du ou des liquidateurs.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés conformément à la loi luxembourgeoise.

Le produit net de la liquidation de chaque catégorie sera distribué aux détenteurs d'actions en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans cette catégorie. Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires lors de la clôture de la liquidation seront consignés auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg. A défaut de réclamation avant l'expiration de la période de prescription (30 ans), les montants consignés ne pourront plus être retirés.

**Art. 25. Modification des Statuts.** Les présents statuts pourront être modifiés en temps et au lieu par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Toute modification affectant les droits des actionnaires d'une catégorie ou d'une classe par rapport à ceux des autres catégories ou des autres classes sera en outre soumise aux mêmes exigences de quorum et de majorité dans ces catégories respectivement dans ces classes.

**Art. 26. Dispositions légales.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives, ainsi qu'à la Loi.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée constate que Messieurs Jonny Van De Castele, Pierre Renwart, François Lefèbvre, Arnaud Jamar de Bol-sée, Pierre Hubar, Philippe du Chastel et Jean-Michel Gelhay ont démissionné en tant qu'administrateurs.

L'assemblée nomme nouveaux administrateurs additionnels pour une durée prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2006:

- Monsieur Claude-Emmanuel Chambre, gestionnaire de portefeuille, né le 20 septembre 1970 à Metz (France), demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Alain Léonard, employé privé, né le 18 mars 1968 à Ixelles (Belgique), demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Marcel Dell, directeur, né le 4 mars 1947 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 6, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;
- Mademoiselle Martine Vermeersch, employée privée, née le 1<sup>er</sup> février 1966 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

*Clôture*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

*Frais*

Le montant des frais, rémunérations et charges, incombant à la Société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de trois mille cinq cents euros (EUR 3.500,-).

Dont procès-verbal, fait et dressé date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture et interprétation de tout ce qui précède donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, Notaire, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J.-M. Gelhay, M. Vermeersch, M. Piron, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2005, vol. 147S, fol. 93, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 27 avril 2005.

T. Metzler.

(034684.3/222/611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2005.

**CONVERTIBLE FUND, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. BRG FUND).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 27.709.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 27 avril 2005.

T. Metzler.

(034687.3/222/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2005.

**INTER COMMUNICATION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.  
R. C. Luxembourg B 25.538.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 6 décembre 2004*

L'assemblée générale décide à l'unanimité de transférer le siège social de INTER COMMUNICATION S.A. au n° 2, rue Christophe Plantin, L-2339 Luxembourg.

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de la société B.D.O COMPAGNIE FIDUCIAIRE comme réviseur d'entreprises pour une année.

Fait à Luxembourg, le 11 janvier 2005.

Pour extrait conforme

J. Jentgen

*Président du Conseil d'Administration*

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2005, réf. LSO-BA03355. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé):* D. Hartmann.

(007762.4/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

**PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR,**  
**Société d'Investissement en Capital à Risque.**  
Registered office: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 107.564.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and five, on the twenty-seventh day of April  
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch (Luxembourg).

There appeared:

1. PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, represented by M<sup>e</sup> Gast Juncker, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 25th April 2005.;

2. PARTNERS GROUP PRIVATE EQUITY PERFORMANCE HOLDING LIMITED, Elizabeth House, Les Ruettes Braye, GY1 1EW, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, represented by Me Gast Juncker, prenamed, pursuant to a proxy dated 22nd April 2005.;

3. PEARL HOLDING LIMITED, Elizabeth House, Les Ruettes Braye, GY1 1EW, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, represented by Me Gast Juncker, prenamed, pursuant to a proxy dated 22nd April 2005.

The proxies signed ne varietur by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of a société en commandite par actions which they form between themselves (the «Articles»):

**Art. 1. Establishment.** There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions qualifying as investment company in risk capital under the law of 15th June 2004 under the name of PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR (the «Corporation»).

**Art. 2. Term.** The Corporation is established for a period expiring on 31st December, 2018, provided that the Corporation by Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for a further 3 (three) additional one year periods.

**Art. 3. Purpose**

(a) The exclusive object of the Corporation is to invest directly or indirectly its assets in securities and other assets (including but not limited to mezzanine loans), representing risk capital within the meaning of the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital, in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital.

**Art. 4. Registered Office**

(a) The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the Manager.

(b) In the event that the Manager determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5. Share Capital**

(a) The authorised share capital of the Corporation is set at euro twenty-five million (Euro 25,000,000) divided into:

(i) 450,000 Ordinary Shares with a par value of Euro 50 per Share; and

(ii) 50,000 Manager Shares with a par value of Euro 50 per Share.

(b) The Corporation is incorporated with the minimum share capital of Euro 31,000, represented by 618 Manager Shares and 2 Ordinary Shares of a par value of Euro 50 par Share,

(c) The Manager may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) Within the limits of the authorised share capital, the Manager is authorised to issue Shares as follows:

(i) each Ordinary Share shall be issued for a total subscription price of Euro 1,000 (comprising the par value of Euro 50 and a share premium of Euro 950); and

(ii) each Manager Share shall be issued at a total subscription price of up to Euro 100 as determined by the Manager (comprising the par value of Euro 50 and a share premium of up to Euro 50).

(e) The total amounts contributed to the Corporation by a Shareholder (comprising par value and share premium) are referred to as «Contributions».

(f) The Manager may issue Shares under the authorised capital structure until the fifth anniversary of the publication of the Articles, provided a Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may extend this period.

(g) The Manager acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(h) The minimum capital, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be Euro 1 million.

#### **Art. 6. The Manager**

(a) The «associé-gérant-commandité» of the Corporation shall be PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (referred to as the «Manager»).

(b) The Manager is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The Manager shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders, or (ii) the return of Contributions to Shareholders.

#### **Art. 7. Liability of Ordinary Shareholders**

(a) The holders of Ordinary Shares are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) Ordinary Shareholders shall only be liable for payment to the Corporation of (i) the par value and share premium on any Ordinary Shares and any Undrawn Commitment, (ii) the return of distributions, and (iii), if applicable, an Entry Charge.

#### **Art. 8. Share Register**

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the «Register»). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the bank wiring details of the Shareholder.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

(c) The Manager will appoint a person responsible for the maintenance of the Register (the «Registrar»).

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with such other documentation as the Corporation may require.

(e) Shareholders may transfer fully paid Ordinary Shares upon completion of the necessary documentation in accordance with Article 8(d) above, however their Undrawn Commitment may only be transferred with the prior approval of the Manager.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will be issued in registered form only.

#### **Art. 9. Commitment**

(a) In the subscription agreement investors will undertake to subscribe for a certain number of Ordinary Shares (each a «Commitment»), where the context requires a Commitment shall be the amount in Euro equivalent of the subscription price of the total number of Ordinary Shares subject to the Commitment).

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Ordinary Shareholder will be 10,000 (ten thousand) Ordinary Shares in an amount of Euro 10 million, although the Manager reserves the right to admit investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Shareholder will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the Manager will issue a drawdown notice advising Shareholders of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within 10 calendar days, in cash denominated in Euros, and the relevant number of Shares shall be issued to Shareholders on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a «Drawdown»).

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Shareholder, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporations investments and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

#### **Art. 10. Eligible Investor**

(a) The Manager on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors shall be permitted to hold shares in the Corporation.

(c) The Manager may, at its discretion, delay the acceptance of any application for Shares until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) Where the Corporation determines that a Shareholder is not an Eligible Investor, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, the Corporation may require such Shareholder to sell all or part of its Shares in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the «Purchase Notice») upon the Shareholder, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares (the «Purchase Price»), and the place at which the Purchase Price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and their name shall be removed as to such Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Shares shall be an amount equal to 75% of the most recently determined Net Asset Value of the Shares determined in accordance with Article 18 hereof (attributable pro rata to the Shares specified in the Purchase Notice in question);

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Shares, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Manager, the other Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

#### **Art. 11. Annual General Meeting**

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 11 a.m. and for the first time in two thousand and six. If such a day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

#### **Art. 12. Shareholder Meetings**

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the Manager.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as its proxy in writing.

(d) Each Manager Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law, resolutions at a Shareholder meeting (a «Shareholder Resolution») shall require the approval of:

(i) a simple majority of the Shareholders present or represented and voting, and

(ii) the Manager.

(g) The Manager shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(h) The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

#### **Art. 13. Manager Powers**

(a) The Manager has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the Manager.

(b) The Manager shall determine the investment and borrowing (including leverage) policy of the Corporation, subject to such restrictions as may be set forth by law or regulation and as the Manager shall determine.

(c) The Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation.

**Art. 14. Due Authorisation.** The Corporation shall be bound by the signature of any duly authorised directors or officers of the Manager or by the individual or joint signatures (as the Manager shall determine) of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Manager.

#### **Art. 15. Exculpation & Indemnification**

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Ordinary Shareholder for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is in, or is not contrary to, the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the Manager or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an «Indemnified Party») from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively «Losses»), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or

having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (and for the avoidance of doubt, Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Manager prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

#### **Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations**

(a) The Corporation may require investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to the aggregate amount of distributions previously made to them, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Corporation. The Corporation may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Corporation after the liquidation of the Corporation.

#### **Art. 17. Share Redemption at the initiative of the Corporation**

(a) The Corporation will not redeem Shares upon the request of the Shareholders.

(b) The Corporation may however, upon the decision of the Manager, redeem at any time its Shares within the limits provided for by law and reimburse to the Shareholders all or part of their Contributions. Any redemption of Shares by the Corporation may only be made out of the assets available and be effected in accordance with the provisions of Article 20.

(c) Any Share redeemed by the Corporation shall be held in treasury/cancelled in accordance with applicable Luxembourg laws.

(d) If at any time:

(i) any representation made by an Ordinary Shareholder to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Shareholder is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Ordinary Shareholder does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Shareholder has committed to subscribe for further Ordinary Shares in the Corporation and fails to honour its commitment to pay further Contributions within the time frame required,

then the Manager has the authority to suspend the pecuniary rights attached to the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Shareholder or cause the sale and transfer to a new investor of any Ordinary Shares already held by the defaulting Shareholder for a price equal to the Purchase Price as defined in Article 10(d)(i) above for the relevant Shares then held by the defaulting Shareholder.

#### **Art. 18. Net Asset Value of Shares**

(a) The net asset value of each Share class in the Corporation (the «Net Asset Value») shall be determined by the Manager on each Valuation Day in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value shall be expressed as a per Share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities between the different classes of Share according to the aggregate Contributions of each Share class, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which a particular Share class may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to each Share class by the total number of Shares in the respective class on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Company shall be valued according to the valuation principles as set forth by the European Venture Capital Association.

Other fair valuation methods may be used if the Manager considers that another method better reflects the value of the assets if circumstances and market conditions so warrant.

(d) Different classes of Shares may be subject to different levels of fees and expenses and may be entitled to different distributions, such factors will be taken into consideration in determining the Net Asset Value of each Share class.

(e) The Net Asset Value for each Share class will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day disclosed in the sales documents of the Corporation.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

#### **Art. 19. Accounting Year and Auditors**

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the formation of the Corporation and shall terminate on the 31st December, 2005.

(b) The annual general meeting of the Shareholders shall appoint independent auditors.

#### **Art. 20. Distributions**

(a) Within the limits provided by law and in respect of each class of Shares, the annual general meeting of Shareholders of each class shall, upon the proposal of the Manager in respect of such class, determine how the results allocated to that class shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Interim dividends may be paid out on the Shares of any class upon the decision of the Manager.

(c) The Manager shall apply the following distribution policies. The order of distribution after a Liquidity Event shall be as follows, it being provided that no distributions will be due and payable on a given Liquidity Event in case the satisfaction of entitlements at a preceding level (as described below and in the order described below) does not leave any funds available for such distribution:

(i) first, 100% shall be distributed to Shareholders until their aggregate distributions under this clause (i) equal the Shareholders' aggregate Contributions plus an amount (the «Preferred Return») to provide the Shareholders, in aggregate, with an internal rate of return of 6% per annum on their aggregate Contributions and distributions;

(ii) second, 100% shall be paid to the holder of Manager Shares as an carried interest (the «Carried Interest») until such time as such class has received 15% of the sum of the distributed Preferred Returns and the Carried Interest payments made under this clause (ii);

(iii) third, (a) 85% shall be distributed to all the Ordinary Shareholders pro rata to their aggregate Contributions and (b) 15% shall be paid to the holder of the Manager Shares as an additional Carried Interest.

(iv) provided that no Carried Interest shall be paid to the holders of Management Shares until such time as the aggregate Carried Interest due under (ii) and (iii) b) above equals the aggregate carried interest obligations paid in connection with the target funds, such amounts shall instead be distributed to Shareholders pro rata to their aggregate Contributions until such time as the requirement under this clause (iv) is satisfied; and

(v) provided further, that while the mechanism described in (ii) and (iii) above provides an estimate of the manner in which profits should be split between the holders of Manager Shares and Ordinary Shareholders this is an intermediary measure until such time as more detailed information is obtained enabling the final calculation described in this clause (v) to be completed, as and when the information does become available the Carried Interest paid under (ii) to (iii) b) above shall be adjusted by the Manager such that the Carried Interest shall equal:

(1) an amount determined by re-calculating the waterfall described in (i) through (iii) above on the basis of deemed distributions; minus

(2) aggregate carried interest obligations paid to the target funds.

For the purpose of this paragraph, deemed distributions shall be the sum of aggregate distributions made by the Company and aggregate carried interest obligations paid in connection with the target funds.

(d) The Manager may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The Manager will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds but may distribute them in kind or offer Shareholders the option either to receive the securities in kind or to have the Manager sell them and distribute the net cash proceeds. While the Manager will use reasonable efforts either to sell or distribute marketable securities promptly, Shareholders will bear any associated costs or market risks during the disposition process.

#### **Art. 21. Liquidation**

(a) In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of Ordinary Shares and Manager Shares pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

**Art. 22. Amendment to Articles.** These Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution.

**Art. 23. Governing Regulation.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the law of 15th June, 2004 on investment companies in risk capital.

**Art. 24. Definitions.** These definitions form an integral part of the Articles.

Eligible Investors

Either a) professional or institutional investors or b) other investors who confirm in writing that they are well informed and fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital and who either invest or are committed to invest a minimum of Euro

125,000 in the Corporation or have obtained a certification by a professional of the financial sector confirming such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

Any investor that is a U.S. person must be an «accredited investor» as defined in Rule 501(a) of Regulation D under the Securities Act and a «qualified purchaser» as defined in the U.S. Investment Company Act.

Entry Charge

A charge which may be levied on an investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.

Liquidity Event

A Liquidity Event occurs if on any Valuation Day proceeds are available that qualify for distribution as determined by the Manager.

Manager Share

A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the Manager.

Ordinary Share

A share issued by the Corporation that has been subscribed to by a Shareholder other than the Manager.

Undrawn Commitment

The total number of Shares that an investor has committed to acquire in the subscription agreement less the number of Shares subscribed and fully paid by such investor, or where the context requires the Euro equivalent of such amount.

Shares

The Ordinary Shares and the Manager Shares.

Shareholders

The holders of Ordinary Shares and Manager Shares.

U.S. person

Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended («the 1933 Act») or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.

Valuation Day

The date that is the end of each calendar quarter.

#### Expenses

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its organisation are estimated at approximately seven thousand five hundred euro.

#### Subscription and payment

The capital was subscribed and paid in as follows:

Shareholder	subscribed capital	paid-in amount (including share premium)	number of shares
1) PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., prenamed	30,900 EUR	30,900 EUR	618 Manager Shares
2) PARTNERS GROUP PRIVATE EQUITY PERFORMANCE HOLDING LIMITED, prenamed .....	50 EUR	1,000 EUR	1 Ordinary Share
3) PEARL HOLDING LIMITED, prenamed .....	50 EUR	1,000 EUR	1 Ordinary Share
	<u>31,000 EUR</u>	<u>32,900 EUR</u>	

evidence of which was given to the undersigned notary.

#### Initial Meeting of Shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a Shareholder meeting.

The meeting elected as external auditor PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg. The term of office of the external auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the accounts as of 31 December 2005.

The registered office is fixed at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundfünf, am siebenundzwanzigsten April.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar, wohnhaft in Mersch (Luxemburg),

Sind erschienen:

1. PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde und ihren Sitz an der 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, hat und vertreten wird durch M<sup>e</sup> Gast Juncker, maître en droit, wohnhaft in Luxembourg, gemäß Vollmacht mit Datum vom 25. April 2005;

2. PARTNERS GROUP PRIVATE EQUITY PERFORMANCE HOLDING LIMITED, Elizabeth House, Les Ruettes Braye, GY1 1EW, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, vertreten durch M<sup>e</sup> Gast Juncker, vorgeannt, gemäß Vollmacht mit Datum vom 25. April 2005; und

3. PEARL HOLDING LIMITED, Elizabeth House, Les Ruettes Braye, GY1 1EW, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, vertreten durch M<sup>e</sup> Gast Juncker, vorgeannt, gemäß Vollmacht mit Datum vom 25. April 2005.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom Notar unterzeichneten Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei den Registerbehörden hinterlegt wird.

Die erschienenen Parteien haben für die von ihnen Vertretenen den Notar gebeten, die Satzungen einer Kommanditaktiengesellschaft, die sie gemeinsam bilden, wie folgt festzuhalten (nachfolgend: die «Satzung»):

**Art. 1. Errichtung.** Zwischen den Zeichnenden und all jenen, die Eigentümer von später geschaffenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer Kommanditaktiengesellschaft (société en commandite par actions), die als Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004 qualifiziert, und als PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR (die «Gesellschaft») firmiert.

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2018 errichtet. Die Gesellschaft kann durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzungen gefasst wurde, vor diesem Datum aufgelöst werden oder um bis zu 3 (drei) Einjahresperioden weitergeführt werden.

#### **Art. 3. Zweck**

(a) Der einzige Zweck der Gesellschaft besteht darin, die Vermögenswerte direkt oder indirekt in Wertpapiere und andere Anlagegegenstände (einschließlich Mezzanine-Darlehen) zu investieren, die Risikokapitalanlagen im Sinn des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital darstellen, um den Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Soweit nach dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital zulässig, kann die Gesellschaft alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet.

#### **Art. 4. Sitz**

(a) Der Gesellschaftssitz ist Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Auf Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden.

(b) Falls der Manager feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder bevorstehen, welche die ordentlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Büro und Personen im Ausland verunmöglichen würden, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis sich diese außerordentlichen Umstände vollständig normalisiert haben; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die nationale Zugehörigkeit der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Sitzverlegung in Luxemburg verbleibt.

#### **Art. 5. Aktienkapital**

(a) Das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzig Millionen Euro (25.000.000 Euro) und ist aufgeteilt in:

(i) 450.000 Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von 50 Euro pro Aktie; und

(ii) 50.000 Manager-Aktien mit einem Nominalwert von 50 Euro pro Aktie.

(b) Die Gesellschaft wird mit einem Aktienkapital von mindestens 31.000 Euro errichtet, eingeteilt in 618 Manager Aktien und 2 Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von 50 Euro pro Aktie.

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapital Aktien wie folgt auszugeben:

(i) jede Vorzugsaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt 1.000 Euro ausgegeben (d.h. Nominalwert von 50 Euro zuzüglich Emissionsagio von 950 Euro); und

(ii) jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von insgesamt bis zu 100 Euro (wie vom Manager festgelegt) ausgegeben (d.h. Nominalwert von 50 Euro zuzüglich Emissionsagio von bis zu 50 Euro).

(e) Die Gesamtsumme der von einem Aktionär an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als «Einlagen» bezeichnet.

(f) Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzungen Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzungen gefasst wurde, verlängert werden.

(g) Der Manager verfügt als Vertreter der Gesellschaft über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Aktionären, bei Kapitalabrufen und bei auf Kapitalabrufe folgenden Zahlungen zu regeln.

(h) Das Aktienkapital, das innerhalb von zwölf Monaten seit Genehmigung der Gesellschaft als Wagniskapitalgesellschaft nach Luxemburger Recht mindestens erreicht sein muss, beträgt 1 Million Euro.

#### **Art. 6. Der Manager**

(a) Der Komplementär der Gesellschaft ist PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (im folgenden: der «Manager»).

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt und solidarisch für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht für die Zahlung von (i) Ausschüttungen der Gesellschaft an die Aktionäre, oder (ii) die Rückzahlung von Einlagen an die Aktionäre.

### Art. 7. Haftung der Vorzugsaktionäre

(a) Den Haltern von Vorzugsaktien ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Vorzugsaktionäre haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Nominalwert und Emissionsagio der Vorzugsaktien sowie «Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusagen» (gemäß definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen, und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr.

### Art. 8. Aktienregister

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaften werden im Aktienregister (das «Aktienregister») geführt. Das Aktienregister enthält die Namen aller Aktionäre, deren Wohnsitz, deren Sitz oder Domizil, die Anzahl Aktien je Klasse, der für die Aktien einbezahlte Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und nachgeführt betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine Person, die für das Führen des Aktienregisters verantwortliche zeichnet (der «Registerführer»).

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung im Aktienregister, nachdem die Gesellschaft ein vollständig ausgefülltes Übertragungsformular zusammen mit weiteren Dokumenten, die die Gesellschaft anfordern kann, erhalten hat.

(e) Aktionäre können voll eingezahlte Vorzugsaktien nach Vervollständigung der gemäß Artikel 8 (d) notwendigen Dokumente frei übertragen. Die Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage kann allerdings nur nach vorgängiger Genehmigung des Managers übertragen werden.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namenaktien ausgegeben.

### Art. 9. Zahlungszusage

(a) Im Zeichnungsvertrag verpflichten sich die Investoren, eine gewisse Anzahl Vorzugsaktien zu zeichnen (im folgenden: «Zahlungszusage», bzw. wo der Zusammenhang es erfordert, versteht sich die Zahlungszusage als jener Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Zahlungszusage erfassten Vorzugsaktien entspricht).

(b) Die Mindestzahlungszusage eines Vorzugsaktionärs an die Gesellschaft beträgt 10.000 (zehn Tausend) Vorzugsaktien im Gesamtbetrag von 10 Millionen Euro, wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Investoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Aktionär gesprochene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Einlage eine Abrufmitteilung an die Aktionäre mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in Euro innerhalb von 10 Kalendertagen einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Aktionären anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als «Abruf» bezeichnet).

(d) Abrufe werden nach Massgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Aktionärs getätigt.

### Art. 10. Zulässiger Investor

(a) Der Manager kann als Vertreter der Gesellschaft in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder verhindern.

(b) Nur «Zulässigen Investoren» (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, Aktien an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung von Aktien solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Aktionär kein Zulässiger Investor ist, gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstößt oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen nicht abgeben kann, ist diese befugt, einem solchen Aktionär vorschreiben, alle oder einen Teil seiner Aktien nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräußern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär eine Anzeige zu (im folgenden: «Kaufanzeige»), auf der angegeben ist, welche Aktien zu erwerben sind, welcher Preis für diese Aktien zu bezahlen ist (im folgenden: «Kaufpreis») und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffenden Aktien zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Aktionär per Post in einem frankierten und eingeschriebenen Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Register eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Aktionär die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebenen Aktien und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) der Kaufpreis der Aktien beträgt 75% des aktuellsten in Übereinstimmung mit Artikel 18 bestimmten Nettoinventarwertes der Aktien (zurechenbarer Pro-rata-Anteil der in der betreffenden Kaufanzeige angegebenen Aktien);

(iii) der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Aktien entrichtet, außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäß Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Aktionär hinterlegt. Nach Zahlung des Kaufpreises hat die Person, die von den in der Kaufanzeige aufgeführten Aktien betroffen ist, keinerlei weitere Rechte an diesen Aktien oder an einzelnen dieser Aktien und keinerlei Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögen in Bezug auf diese Aktien, mit Ausnahme des Rechtes des Aktionärs, als Eigentümer dieser Aktien bei der Bank zu erscheinen, um den bei dieser hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikels 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitzer von jenem der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanziege Bekannten abgewichen habe, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Jeder Aktionär, der Aktien hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, hat die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Aktionäre und die Beauftragten der Gesellschaft zusätzlich zu der Haftung gemäß anwendbarem Recht schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten von Aktien ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Aktionär irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht hat oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

#### **Art. 11. Jahreshauptversammlung**

(a) Die Jahreshauptversammlung wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Freitag des Monats Juni um 11 Uhr vormittags und zum ersten Mal im Jahr zweitausend und sechs in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag durchgeführt.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

#### **Art. 12. Aktionärsversammlungen**

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden durch den Manager präsiert.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die breiteste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung durch eine andere Person handeln, die von ihm schriftlich als Stellvertreter bestellt worden ist.

(d) An den Aktionärsversammlungen kommt jeder Manager-Aktie und jeder Vorzugsaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder diese Satzungen nicht anders bestimmt, bezieht sich das Stimmrecht aller Aktien auf jeweils eine Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz nicht anders bestimmt benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (im folgenden: «Aktionärsbeschluss») die Zustimmung:

(i) einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder durch einen Stellvertreter abstimmenden Aktionäre und

(ii) des Managers.

(g) Jede durch das Luxemburger Recht vorgeschriebene Aktionärsversammlung muss durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(h) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die durch die Aktionäre erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

#### **Art. 13. Befugnisse des Managers**

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen zu untersuchen, zu verfolgen und abzuschließen. Alle Befugnisse, die nicht aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzungen der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlage- und Fremdkapitalpolitik (einschließlich Leverage) der Gesellschaft, vorbehaltlich der durch das Gesetz oder Regulierung auferlegten sowie vom Manager aufgestellten Beschränkungen.

(c) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschließen betreffend der Erbringung von Dienstleistungen durch diese, der Übertragung von Befugnissen auf diese und der Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragende Vergütung.

**Art. 14. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung.** Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift von ordnungsgemäß bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Einzel- oder Doppelunterschrift (nach Entscheid des Managers) von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

#### **Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung**

(a) Keine «Entschädigte Person» (gemäß Definition unten) ist der Gesellschaft oder den Vorzugsaktionären gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig wird der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (im folgenden: jeder eine «Entschädigte Person») von der Gesellschaft für oder gegen alle Schäden, Verluste, Kosten und Auslagen (einschließlich Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Verglei-

chen, als Bussen und Geldstrafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) jeder Art, bekannt oder unbekannt, liquidiert oder nicht liquidiert (zusammen «Verluste»), die bei einer Entschädigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten der Entschädigten Person oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzungen durch dieselbe ergeben. Das Recht auf Entschädigung lebt aber wieder auf, im Falle dass eine solche gerichtliche oder behördliche Feststellung aufgehoben wird (und um Zweifel zu vermeiden, sollen Verluste auch alle bei der Entschädigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschließen).

(c) Das Recht der Entschädigten Person auf eine Entschädigung hierunter ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechten wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigten Person.

(d) Eine Entschädigte Person muss zuerst versuchen eine Entschädigungsleistung aus irgendeiner anderen Haftungsvereinbarung oder Versicherungspolice aufgrund der die Entschädigte Person entschädigt beziehungsweise versichert ist, jedoch nur soweit als die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigte Person gemäß diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigten Person zur Folge haben könnte, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

#### **Art. 16. Einlage- und Rück-Einlage-Pflichten**

(a) Um Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Investoren verpflichten, (i) Einlagen zu leisten, und/oder (ii) Rück-Einlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rück-Einlage-Pflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

#### **Art. 17. Rücknahme von Aktien auf Initiative der Gesellschaft**

(a) Die Gesellschaft nimmt auf Antrag der Aktionäre keine Aktien zurück.

(b) Es steht der Gesellschaft jedoch frei, auf Entscheid des Managers, jederzeit im Rahmen des gesetzlich Zulässigen eigene Aktien zurückzunehmen und den betreffenden Aktionäre die Einlagen ganz oder teilweise zurückzuerstatten. Die Rücknahme von Aktien durch die Gesellschaft kann nur mit verfügbaren Mitteln getätigt werden und muss in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Artikel 20 ausgeführt werden.

(c) Aktien, die durch die Gesellschaft zurückgenommen werden, sind im Eigenbestand zu halten beziehungsweise in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht von Luxemburg zu annullieren.

(d) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Vorzugsaktionär gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Vorzugsaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Vorzugsaktionär seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Vorzugsaktien zu zeichnen und der Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Einlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, die mit den vom vertragsbrüchigen Aktionär bislang gezeichneten und einbezahlten Vorzugsaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuheben oder den Verkauf und die Übertragung von vom vertragsbrüchigen Aktionär bereits gehaltenen Vorzugsaktien auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem Kaufpreis gemäß Artikel 10(d)(i) entspricht.

#### **Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien**

(a) Der Nettoinventarwert von jeder Aktienklasse der Gesellschaft (im folgenden: «Nettoinventarwert») wird vom Manager an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Zahl pro Aktie angegeben und folgendermaßen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiven minus Passiven der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der Anteil an Aktiven und Passiven den verschiedenen Aktienklassen im Verhältnis zu den von den Aktienklassen gesamthaft geleisteten Einlagen zugeordnet wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit einer bestimmten Aktienklasse stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten einer bestimmten Aktienklasse zugeordneten Aktiven und Passiven durch die Anzahl aller Aktien der betreffenden Aktienklasse am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiven und Passiven der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital vorgenommen:

- (i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;
- (ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellstem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und
- (iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden gemäß den Bewertungsgrundsätzen der «European Venture Capital Association» bewertet.

Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte besser wiedergibt, können auch andere angemessene Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern.

(d) Die verschiedenen Aktienklassen können unterschiedliche Höhen von Vergütungen und Kosten aufweisen und zu verschiedenen Ausschüttungen berechtigt sein. Solche Faktoren werden bei der Ermittlung des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienklasse berücksichtigt.

(e) Der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienklasse wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft angegebenen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(f) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

#### **Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer**

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des ersten Rechnungslegungsjahres, das zum Zeitpunkt der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2005 endet.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt unabhängige Rechnungsprüfer.

#### **Art. 20. Ausschüttungen**

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf jede Aktienklasse fest, wie das einer jeweiligen Aktienklasse zugeordnete Ergebnis gemäß den Bestimmungen dieser Satzungen ausgeschüttet wird.

(b) Interimdividenden können für Aktien jeder Aktienklasse auf Entscheid des Managers ausgezahlt werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze. Die Ausschüttungen nach einem Liquiditätsereignis werden in folgender Reihenfolge vorgenommen, allerdings werden an einem bestimmten Liquiditätsereignis keine Ausschüttungen fällig und zahlbar, wenn nach der Begleichung von Ansprüchen auf einer vorhergehenden Ebene (wie unten beschrieben und in der unten aufgeführten Reihenfolge) keine ausschüttbaren Mittel mehr verfügbar sind:

(i) zuerst erhalten die Aktionäre 100% der Ausschüttungen, bis deren kumulierten Ausschüttungen gemäß diesem Absatz (i) den Betrag erreichen, der den Einlagen entspricht, die von den Aktionären gesamthaft geleistet wurden zuzüglich einer Vorzugsrendite in Höhe von 6% p.a. interner Verzinsung (berechnet als «internal rate of return») (im folgenden «Vorzugsrendite»);

(ii) danach erhält der Halter der Manager-Aktien 100% der Ausschüttungen als Beteiligung am Anlageerfolg (im folgenden: «Erfolgsbeteiligung»), bis er 15% der Summe aus den ausgeschütteten Vorzugsrenditen und den gezahlten Erfolgsbeteiligungen gemäß diesem Absatz (ii) erhalten hat;

(iii) schließlich gehen (a) 85% der Ausschüttungen an die Vorzugsaktionäre im Verhältnis ihrer Einlagen und (b) 15% der Ausschüttungen an den Halter von Manager-Aktien als zusätzliche Erfolgsbeteiligung;

(iv) unter der Bedingung, dass dem Halter von Manager-Aktien bis zum Zeitpunkt an dem die gemäß obenstehenden Absätzen (ii) und (iii) (b) fällige, kumulierte Erfolgsbeteiligung den Betrag der kumulierten Erfolgsbeteiligungspflichten im Bezug auf die Zielfonds erreicht, keine Erfolgsbeteiligung entrichtet wird. Stattdessen werden diese Beträge an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Einlagen ausbezahlt bis das Erfordernis dieses Absatzes (iv) erfüllt ist; und

(v) unter der weiteren Bedingung dass die in den Absätzen (ii) und (iii) beschriebene Methode eine Einschätzung der Weise darstellt, nach der die Erträge zwischen dem Halter der Manager-Aktien und den Vorzugsaktionären aufzuteilen sind und daher solange ein vorübergehender Grössenwert ist, bis detailliertere Angaben vorliegen, die eine endgültige Berechnung gemäß dieses Absatzes (v) ermöglicht, sofern und sobald die Angaben verfügbar sind, wird die gemäß Absätzen (ii) und (iii) entrichtete Erfolgsbeteiligung durch den Manager dergestalt angepasst, dass die Erfolgsbeteiligung einem Betrag gleichkommt, der demjenigen Betrag entspricht:

(1) der durch nochmaliges Berechnen des in den Absätzen (i) bis (iii) beschriebenen Wasserfalls auf der Grundlage von «Erweiterten Ausschüttungen» ermittelt wird; abzüglich

(2) der kumulierten Erfolgsbeteiligungspflichten im Bezug auf die Zielfonds.

Zum Zwecke dieses Abschnittes wird unter «Erweiterte Ausschüttungen» die Summe aus den durch die Gesellschaft vorgenommenen kumulierten Ausschüttungen und den kumulierten Erfolgsbeteiligungspflichten im Bezug auf die Zielfonds verstanden.

(d) Es besteht die Möglichkeit, dass der Manager von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält. Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Netto-Erlös auszuschütten, er kann jedoch die Wertpapiere als Sachleistung ausschütten oder den Aktionären die Wahl anbieten, ob sie die Wertpapiere als Sachleistung erhalten wollen oder ob sie wünschen, dass der Manager diese verkauft und den Netto-Erlös ausschüttet. Obschon der Manager bemüht sein wird, die marktgängigen Wertpapiere umgehend zu verkaufen oder auszuschütten, tragen die Aktionäre alle damit verbundenen Kosten oder Marktrisiken während des Veräusserungsvorganges.

**Art. 21. Liquidation**

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Netto-Erlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Vorzugsaktionäre und den Halter von Manager-Aktien gemäß den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Netto-Erlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

**Art. 22. Änderung der Satzungen.** Diese Satzungen können von Zeit zu Zeit durch Aktionärsbeschluss geändert werden.

**Art. 23. Anwendbares Recht.** Sachverhalte, die durch diese Satzungen nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, sowie das Gesetz vom 15. Juni 2004 über Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital festzulegen.

**Art. 24. Definitionen.** Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzungen.

Zulässiger Investor

Entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor oder b) andere Investoren, die eine schriftliche Bestätigung beibringen, wonach sie gut informiert und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage vollständig bewusst sind gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital und entweder mindestens Euro 125.000 in die Gesellschaft investieren oder sich verpflichtet haben zu investieren oder eine Bestätigung von einer professionellen Person aus dem Finanzsektor, worin dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen bescheinigt wird, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können.

Investoren, die als «U.S. persons» gelten, müssen «accredited investors» gemäß Rule 501(a) der Regulation D im Securities Act und «qualified purchasers» gemäß U.S. Investment Company Act sein.

Eintrittsgebühr

Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.

Liquiditätsereignis

Ein Liquiditätsereignis liegt vor, wenn an einem bestimmten Bewertungstag Erträge vorliegen, die für eine vom Manager festgelegte Ausschüttung geeignet sind.

Manager-Aktie

Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben worden ist und von dem Manager gezeichnet worden ist.

Vorzugsaktie

Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben worden ist und von einem anderen Aktionär als dem Manager gezeichnet worden ist.

Nicht-Abgerufene Zahlungszusage

Die gesamte Anzahl Aktien, die ein Investor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, zu zeichnen, abzüglich der Anzahl Aktien, die dieser bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat, beziehungsweise wo der Zusammenhang es erfordert der Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage betroffenen Aktien entspricht.

Aktien

Die Vorzugsaktien und die Manager-Aktien.

Aktionäre

Die Halter von Vorzugsaktien und Manager-Aktien.

U.S. person

Die Bedeutung des Begriffes «U.S.person» ist die welche in «Regulation S», wie abgeändert, des US Amerikanischen «United States Securities Act 1933», wie abgeändert (der «1933 Act») definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft «Regulation S» oder den «1933 Act» ersetzen wird, definiert ist.

Bewertungstag

Der letzte Tag jeden Kalendar-Quartals.

**Kosten**

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind belaufen sich auf siebentausend-fünfhundert Euro.

**Zeichnung und Zahlung**

Das Kapital wird wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Anteilshaber	gezeichnetes Kapital	eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
1) PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., vorgeannt .	30,900 EUR	30.900 EUR	618 Manager-Aktien
2) PARTNERS GROUP PRIVATE EQUITY PERFORMANCE HOLDING LIMITED, vorgeannt . . . . .	50 EUR	1.000 EUR	1 Vorzugsaktie
3) PEARL HOLDING LIMITED, vorgeannt . . . . .	50 EUR	1.000 EUR	1 Vorzugsaktie
	<u>31.000 EUR</u>	<u>32.900 EUR</u>	

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.

*Gründungsversammlung der Aktionäre*

Die oben genannten Personen, stellvertretend für das gesamte gezeichnete Kapital und sich als gültig versammelt erachtend, sind umgehend dazu übergegangen, eine Aktionärsversammlung abzuhalten.

Die Versammlung nennt als unabhängigen Wirtschaftsprüfer PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, dessen Mandat anlässlich der Erstellung des Jahresabschlusses des Geschäftsjahres 2005 durch die Jahreshauptversammlung im Jahre 2006 enden wird.

Der Gesellschaftssitz wird am 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg festgelegt.

Der unterzeichnete Notar, der englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Personen die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst worden ist gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Personen und im Falle eines Abweichens der englischen und deutschen Texte, soll die englische Version massgebend sein.

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxemburg ausgestellt an dem zu Beginn dieses Dokumentes aufgeführten Tag.

Das Dokument wurde den erschienenen Personen vorgelesen, jede dieser Personen sind dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, die erschienenen Personen unterzeichneten zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: G. Juncker, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 28 avril 2005, vol. 431, fol. 43, case 7. – Reçu 1.250 euros.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Für gleichlautende Ablichtung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Mersch, den 28. April 2005.

H. Hellinckx.

(035708.3/242/789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2005.

**E.T.I. HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R. C. Luxembourg B 105.145.

Constituée le 09 décembre 2004 devant le notaire Maître Jean Seckler.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 21 janvier 2005 à Luxembourg*

*Bureau*

L'assemblée est ouverte à 15.30 heures sous la présidence de Maître Eyal Grumberg.

Le président nomme scrutateur Maître Nicolas Bannasch et désigne comme secrétaire Monsieur Yves Murschel.

*Présences*

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau;

- Qu'il résulte de ladite liste de présence que les actionnaires détenant les 310 actions, soit la totalité des actions émises, sont présents ou représentés, de sorte que la présente assemblée a pu se réunir sans publication préalable d'avis de convocation, tous les actionnaires déclarant par eux-mêmes ou par leur délibération;

- Que dès lors la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

La présente assemblée générale ordinaire a pour ordre du jour:

- 1) la révocation du mandat d'administrateur de Monsieur Ezra Levy,
- 2) la nomination d'un nouveau administrateur en la personne de Madame Michal Gur,
- 3) la nomination de Madame Michal Gur en tant qu'administrateur délégué.

*Délibérations*

- révoquer Monsieur Ezra Levy demeurant 30, Horev St IL-34342 Israel en sa qualité d'administrateur de la société et ceci avec effet immédiat;

- nommer administrateur de la société, Madame Michal Gur demeurant 30, Horev St IL-34342 Israel;

- nommer administrateur délégué de la société, Madame Michal Gur demeurant 30, Horev St IL-34342 Israel.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance à 10.00 heures.

Luxembourg, le 21 mai 2005.

M<sup>e</sup> E. Grumberg, N. Bannasch, Y. Murschel

*Président / Scrutateur/ Secrétaire*

Enregistré à Luxembourg, le 25 janvier 2005, réf. LSO-BA06420. – Reçu 16 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(008176.3/000/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2005.

**NEW SKIES INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 102.910.

*Extrait de l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société du 27 avril 2005*

En date du 27 avril 2005, les associés de la société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Walid Nabil Kamhawi de son mandat de gérant de la Société;
- de nommer Monsieur David Tolley, Principal, né le 29 avril 1967 à Peoria, Illinois, U.S.A., résidant au 345 Park Avenue New York, Ny, 10154, U.S.A., en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil d'administration de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Monsieur David Tolley, résidant au 345 Park Avenue, New York, NY, 10154, U.S.A.;

Monsieur Pierre Beissel, résidant au 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mai 2005.

NEW SKIES INVESTMENTS, S.à r.l.

*Un mandataire*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2005, réf. LSO-BE00227. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(036475.3/250/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2005.

**PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered Office: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 107.523.

In the year two thousand and five, on the twenty-seventh day of the month of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch.

There appeared:

PARTNERS GROUP HOLDING, a company incorporated and existing under the laws of Switzerland and having its registered office at Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Switzerland,

here represented by Gast Juncker, maître en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 21st April, 2005 (such proxy to be registered together with the present deed).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., («société à responsabilité limitée») which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l. (the «Company») is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and act as «commandité» of Luxembourg «sociétés en commandite par actions». The Company may carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Capital.** The issued share capital of the Company is set at thirty one thousand Euro (EUR 31,000) divided into one (1) share with a par value of one thousand euro (EUR 31,000).

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

**Art. 6. Transfer of shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

**Art. 7. Management.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or each manager (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of anyone of the manager(s) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the managers.

**Art. 8. Liability Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

**Art. 9. Votes.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders shareholder through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder Decisions.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing shareholders taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least 8 days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law or by the present articles, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on 10th March at 10 a.m. of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

**Art. 12. Accounts** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager, or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Results, Dividends.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Liquidation.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares: one (1) share of one thousand Euro (31,000 EUR).

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand euro (2,000.- EUR).

#### *Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 40, avenue Monterey L-2163 Luxembourg.
2. The following persons are named managers (each with sole signature power) of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:
  - Walter Keller, Private Equity Investment Committee Member, Partners Group, Switzerland
  - Scott Higbee, Private Equity Investment Committee Member, Partners Group (USA) Inc.
  - Mark Rowe, General Manager, Partners Group (Guernsey) Limited
  - Jean-Claude Stoffel, Senior Manager, HSBC SECURITIES SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

#### *Special disposition*

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December, 2005.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le vingt-septième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch,

A comparu:

PARTNERS GROUP HOLDING, une société créée et existante sous les lois suisses et ayant son siège social à Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Suisse,

ici représentée par Gast Juncker, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 21 avril 2005 (cette procuration étant enregistrée avec le présent acte).

Lequel comparant, agissant ès qualités, a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., qui est constituée par les présentes:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par le comparant et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée, sous la dénomination de PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG), S.à r.l., (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

**Art. 2. Objet.** L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et agir en tant que «commandité» de sociétés en commandite par actions luxembourgeoises. La Société peut exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'Étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000 EUR) divisé en une (1) part sociale d'une valeur nominale de trente et un mille euros (EUR 31.000).

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

**Art. 6. Transfert de Parts Sociales.** Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par des associés représentant au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

**Art. 7. Gestion, Administration.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple du capital. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans cause (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi ou un extrait sera émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Le gérant ou chacun des gérants (dans le cas d'un conseil de gérance) ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous actes et opérations relatifs à la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle de chacun du/des gérant(s) ou par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le ou un des gérants.

**Art. 8. Responsabilité des Gérants.** Le ou les gérants ne contractent aucune obligation personnelle du fait des dettes de la Société. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

**Art. 9. Droit de Votes.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 10. Décisions des Associés.** Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris des assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, vidéo conférence, ou tous autres moyens de communication permettant à tous les associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des associés de la Société ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entière des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi ou les présents articles, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au 10<sup>ème</sup> jour du mois de mars. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

**Art. 11. Année Sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

**Art. 12. Comptes Sociaux.** Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérant établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

**Art. 13. Résultats, dividendes.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribuée aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

**Art. 14. Liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 15. Associé unique.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

**Art. 16. Loi Applicable.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### *Souscription et paiement*

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré une (1) part sociale de trente et un mille euros (31.000,- EUR).

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ deux mille euros (2.000,- EUR).

*Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au: 40, avenue Monterey L-2163 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants (chacun avec pouvoir de signature individuelle) de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
  - Walter Keller, Private Equity Investment Committee Member, Partners Group, Suisse
  - Scott Higbee, Private Equity Investment Committee Member, Partners Group (USA) Inc.
  - Mark Rowe, General Manager, Partners Group (Guernsey) Limited
  - Jean-Claude Stoffel, Senior Manager, HSBC SECURITIES SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2005.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé: G. Juncker, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 28 avril 2005, vol. 431, fol. 43, case 5. – Reçu 310 euros.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 28 avril 2005

T. Metzler.

(035083.3/242/307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2005.

**MATERIAUX CLEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Junglinster.

R. C. Luxembourg B 22.504.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 20 janvier 2005, réf. LSO-BA05450, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 janvier 2005.

Signature.

(007500.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

**CHAMONIX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6726 Grevenmacher, 7, op Flohr.

R. C. Luxembourg B 32.568.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 11 janvier 2005, réf. DSO-BA00095, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 21 janvier 2005.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(007506.3/832/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

**ASI GLOBAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 52.232.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2005, réf. LSO-BA04735, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2005.

*Pour ASI GLOBAL S.A., Société Anonyme*

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(007661.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

**CORUMBA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 28, Côte d'Eich.  
R. C. Luxembourg B 58.268.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2005, réf. LSO-BA02546, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Signature.

(007561.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**GENERAL TECHNIC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1274 Howald, 44, rue des Bruyères.  
R. C. Luxembourg B 12.694.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2005, réf. LSO-BA00407, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2005.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(007650.3/820/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**CONDORCET S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6868 Wecker, 9, Am Scheerleck.  
R. C. Luxembourg B 83.526.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2005, réf. LSO-BA00405, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2005.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(007651.3/820/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**TOITURE EICH NICO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7480 Tuntange, 6, rue des Champs.  
R. C. Luxembourg B 67.148.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2005, réf. LSO-BA00408, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2005.

FIDUCIAIRE SOFINTER, S.à r.l.

Signature

(007652.3/820/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**ASI GLOBAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R. C. Luxembourg B 52.232.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2005, réf. LSO-BA04737, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2005.

Pour ASI GLOBAL S.A., Société Anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(007662.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**M & A INVESTORS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 81.020.

Le bilan au 31 décembre 2003 et les documents y relatifs, enregistrés à Luxembourg, le 21 janvier 2005, réf. LSO-BA05926, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(007654.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**MORTGAGE HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.  
R. C. Luxembourg B 89.775.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2005, réf. LSO-BA04992, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2005.

Signature.

(007660.3/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**SICUS S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R. C. Luxembourg B 66.208.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2005, réf. LSO-BA04738, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2005.

*Pour SICUS S.A., Société Anonyme Holding*

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(007663.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**COMPAGNIE EUROPEENNE DE FINANCEMENT C.E.F. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 1.860.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2005, réf. LSO-BA04740, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2005.

*Pour COMPAGNIE EUROPEENNE DE FINANCEMENT C.E.F. S.A., Société Anonyme*

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(007665.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**WINCOM INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R. C. Luxembourg B 89.357.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2005, réf. LSO-BA04741, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2005.

*Pour WINCOM INVESTMENT S.A., Société Anonyme*

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(007666.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2005.

---

**EUROCONSORTIUM DE GESTION S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 53.359.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 27 mai 2005 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

I (01431/534/14)

Le Conseil d'Administration.

---

**PARAX S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1342 Luxembourg, 3, place Clairefontaine.  
R. C. Luxembourg B 48.142.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 27 mai 2005 à 14.00 heures, au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (01439/534/15)

Le Conseil d'Administration.

---

**O.C.A. BETEILIGUNG A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 75.445.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le 27 mai 2005, à 16.00 heures, au siège social de la société et qui aura pour

*Ordre du jour:*

- rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes
- approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2004;
- affectation du résultat
- quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
- nominations statutaires
- divers

I (01495/2046/16)

Le Conseil d'Administration.

---

**MID ATLANTIC HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R. C. Luxembourg B 11.095.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 1<sup>er</sup> juin 2005 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 2004;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

I (01834/1017/14)

Le Conseil d'Administration.

---

**ZORDALYS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 96.821.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 27 mai 2005, à 8.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Démission d'Administrateurs et décharge à leur donner.
6. Nominations de nouveaux Administrateurs.
7. Divers.

I (02022/1023/18)

Le Conseil d'Administration.

---

**AVANCO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 62.611.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 27 mai 2005, à 15.45 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Démission d'Administrateurs et décharge à leur donner.
6. Nominations de nouveaux Administrateurs.
7. Divers.

I (02023/1023/18)

Le Conseil d'Administration.

---

**TOURIST INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 40.784.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 27 mai 2005, à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Divers.

I (02024/1023/15)

Le Conseil d'Administration.

---

**FERRADA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 88.315.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 31 mai 2005, à 14.00 heures, au siège social avec l'ordre du jour suivant:

20771

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2004;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2004;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

I (02025/817/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**REFINA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R. C. Luxembourg B 12.786.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *1<sup>er</sup> juin 2005* à 15.30 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 2004;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. divers.

I (01835/1017/14)

*Le Conseil d'Administration.*

**HIBISCUS, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.  
R. C. Luxembourg B 37.665.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le *30 mai 2005* à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2004,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (02029/833/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**FLORAXAU S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 62.872.

L'Assemblée convoquée en date du 18 avril 2005 n'ayant pu se tenir valablement faute de quorum, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE**

qui se tiendra le jeudi *2 juin 2005* à 10.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapports du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 novembre 2003 et au 30 novembre 2004 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (02077/755/19)

*Le Conseil d'Administration.*

**ABN AMRO FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

 Registered Office: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 47.072.

Shareholders are hereby informed of the considered adjustment of rates of annual management fees in relation with several sub-funds within ABN AMRO FUNDS umbrella range, as further detailed below:

**1. Increase of Managements Fees**

<i>Name of Sub-Fund - Share Class</i>	<i>Current Management Fee</i>	<i>New Management Fee</i>
Model Fund 1 - A/D- .....	0.60%	0.75%
Model Fund 2 - A/D- .....	0.60%	0.75%
Model Fund 3 - A/D- .....	0.90%	1.10%
Model Fund 4 - A/D- .....	0.90%	1.10%
Model Fund 5 - A/D- .....	1.20%	1.35%
Model Fund 6 - A/D- .....	1.20%	1.35%
Global Emerging Markets Bond Fund (USD) - A/B/D- .....	1.00%	1.25%
Global Emerging Markets Bond Fund (EUR) - A/B/D- .....	1.00%	1.25%

**2. Decrease of Management Fees**

<i>Name of Sub-Fund - Share Class</i>	<i>Current Management Fee</i>	<i>New Management Fee</i>
Biotech Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Information Technology Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Resources Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Pharma Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Consumer Discretionary Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Consumer Staples Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Financial Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Utilities Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Telecommunications Services Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%
Materials Fund - A/D- .....	1.50%	1,35%

Management fees adjustments will come into force as at August 1, 2005. In the meantime, Shareholders affected by the management fees increases may, upon request, redeem their shares free of any redemption fee or charges as from the date of publication of this notice.

Luxembourg, April 29, 2005.

(02149/755/34)

On behalf of the Board of Directors.

**TEPIMO, Société Anonyme Holding.**

 Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.  
R. C. Luxembourg B 58.726.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

 qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2005, à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2004,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (02030/833/17)

Le Conseil d'Administration.

**CARA S.A., Société Anonyme.**

 Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 59.584.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE**

 qui se tiendra le mercredi 1<sup>er</sup> juin 2005 à 9.30 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,

- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (02147/755/20)

*Le Conseil d'Administration.*

**ECO FINANCIERE S.A., Société Anonyme.**

Registered Office: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.  
R. C. Luxembourg B 87.376.

The shareholders are hereby convened to the

**ORDINARY SHAREHOLDER'S MEETING**

which will be held extraordinarily on Wednesday, *June 1st, 2005* at 12.00 a.m. at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte with the following agenda:

*Agenda:*

1. Report of the board of directors of the company ECO FINANCIERE S.A., concerning economic and financial development and evolution of assets of the company TOWN LIFE SpA, and relevant resolutions.
2. Report of the board of directors of the company ECO FINANCIERE S.A., concerning economic and financial development and evolution of assets of the company ECO FINANCIERE S.A., and relevant resolutions.
3. Sundry.

I (02151/000/16)

*The board of directors.*

**CEDRIBO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 30, rue Marie-Adélaïde.  
R. C. Luxembourg B 46.566.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, L-2128 Luxembourg, 30, rue Marie-Adélaïde, le *25 mai 2005* à 8.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2004.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Divers.

I (02078/1212/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**TEXTILPAR INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.  
R. C. Luxembourg B 44.367.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *27 mai 2005*, à 14.00 heures, au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers.

I (02156/696/15)

*Le Conseil d'Administration.*

20774

**SISTEMA TESSILE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 38.954.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra de manière extraordinaire le 30 mai 2005 à 10.00 heures au siège social, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

*Ordre du jour:*

1. Constatation du report de la date statutaire de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes sur les exercices clos au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002 et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002;
3. Affectation des résultats des exercices clôturés au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.  
I (02215/755/21) Le conseil d'Administration.

---

**GLOBAL VISION HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 94.890.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 31 mai 2005 à 12.15 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2004;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2004;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

I (02097/817/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**POSAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 34.954.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE**

qui se tiendra le mercredi 1<sup>er</sup> juin 2005 à 16.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et affectation des résultats,
- Délibération et décision sur la continuité éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (02214/755/20)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**PHILOE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 99.642.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 27 mai 2005 à 9.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Démission d'Administrateurs et décharge à leur donner.
6. Nominations de nouveaux Administrateurs.
7. Divers.

I (02150/1023/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**I.V. INVEST S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 21.709.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 27 mai 2005 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Démission d'Administrateurs et décharge à leur donner.
5. Nominations de nouveaux Administrateurs.
6. Divers.

I (02152/1023/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**EURINVEST HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 6.025.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme EURINVEST HOLDING S.A. sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le jeudi, 26 mai 2005 à 15.00 heures, au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

I (02148/750/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**UNIVERSAL INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 47.025.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV UNIVERSAL INVEST, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le mercredi 1<sup>er</sup> mai 2005 à 14.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 mars 2005

3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

I (02096/755/21)

Le Conseil d'Administration.

---

**YATAGAN HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 99.643.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 27 mai 2005 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Démission d'Administrateurs et décharge à leur donner.
5. Nominations de nouveaux Administrateurs.
6. Divers.

I (02153/1023/17)

Le Conseil d'Administration.

---

**N1 PRODUCTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 87.850.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 27 mai 2005 à 10.00 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2003, et au 31 décembre 2004 et affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915;
6. Divers.

I (02154/655/17)

Le Conseil d'Administration.

---

**COFINEX S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 35.997.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 19 mai 2005 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

II (01959/696/14)

Le Conseil d'Administration.

---

20777

**CYO COMPANY OF YARNS OLCESE S.A., Société Anonyme Holding Milliardaire.**

Siège social: L-1958 Luxembourg, 19, rue de Kirchberg.  
R. C. Luxembourg B 49.805.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 27 mai 2005, à 15.30 heures, au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2002, 2003 et 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

I (02155/696/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**SOCIETE IMMOBILIERE ET FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.  
R. C. Luxembourg B 27.395.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 20 mai 2005 à 12.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et discussion des comptes au 31 décembre 2004.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux Comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Elections.
7. Divers.

II (01986/000/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**SOFIDRA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R. C. Luxembourg B 73.723.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 20 mai 2005 à 11.00 heures par-devant Maître Joseph Elvinger, 15, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Création de deux types différents d'administrateurs: administrateurs de type A et de type B
2. Modification subséquente des articles six et sept des statuts de la société
3. Requalification de Jan Pieter De Nul et Dirk De Nul en tant qu'administrateurs de type A
4. Requalification de Gérard Becquer en tant qu'administrateur de type B
5. Nomination de Johan Van Boxstael et de Bart Ceenaeme comme administrateurs de type B
6. Modification de l'article onze des statuts de la société

II (01907/581/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**WAINBROM HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 96.309.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 19 mai 2005 à 8.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire

2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers.

II (01960/696/17)

Le Conseil d'Administration.

**ZAMIAL INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R. C. Luxembourg B 77.361.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 19 mai 2005 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

II (01958/696/14)

Le Conseil d'Administration.

**MIDDEN EUROPESE BELEGGINGSMAATSCHAPPIJ S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 51.498.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

## ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu vendredi, le 20 mai 2005 à 11.00 heures à Luxembourg, 16, allée Marconi, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des Comptes Annuels au 31 décembre 2004 et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

II (01908/504/14)

Le Conseil d'Administration.

**AIG MULTILABEL SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

H. R. Luxemburg B 92.052.

## Die JÄHRLICHE HAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilhaber der AIG MULTILABEL SICAV wird am Gesellschaftssitz am 20. Mai 2005 um 15.00 Uhr stattfinden.

*Tagesordnung:*

1. Anhörung und Abnahme der folgenden Berichte:
  - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates
  - b) Bericht des Wirtschaftsprüfers
2. Abnahme von Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2004
3. Beschluss über die Verwendung des Geschäftsergebnisses
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2004
5. Wahl des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr 2005
6. Sonstiges

Die Anteilhaber werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Hauptversammlung kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber an der Hauptversammlung gefasst werden.

II (01638/755/20)

Der Verwaltungsrat.

20779

**ADELAÏDE, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 43.310.

Les actionnaires sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 19 mai 2005 à 9.00 heures au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004; affectation des résultats
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2004
4. Nominations statutaires
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Seront admis à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV et les propriétaires d'actions au porteur pour autant que ces derniers aient déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant la date de l'Assemblée aux guichets de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (01805/755/23)

*Le Conseil d'Administration.*

**IXIS INTERNATIONAL FUNDS (LUX) I, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 53.023.

Shareholders are kindly invited to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

to be held at the registered office of the SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on Friday May 20, 2005 at 10.00 a.m.

For the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor for the year ended December 31, 2004
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended December 31, 2004; allocation of the net results
3. Discharge to the Directors for the year ended December 31, 2004
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

II (01806/755/21)

*The Board of Directors.*

**CMPI HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 14.694.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le 19 mai 2005 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers.

II (01858/788/15)

*Le Conseil d'Administration.*

20780

**SOFINKA S.A., Société Anonyme Holding.**  
Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 60.650.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 23 mai 2005 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du conseil d'administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (01860/755/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**ANTIQUARIUM HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 23.525.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 20 mai 2005 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (01780/795/14)

*Le Conseil d'Administration.*

**ORIFLAME COSMETICS S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.  
R. C. Luxembourg B 8.835.

**The ANNUAL GENERAL MEETING**

(«AGM») of ORIFLAME COSMETICS S.A. (the «Company») in relation to items 1 to 9 of the agenda below will be held at the offices of WILDGEN & PARTNERS, 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg on 19 May 2005 at 11.00 a.m.

**The EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

(«EGM») of the Company in relation to items 10 to 11 of the agenda will be held at the same place immediately after the closing of the AGM.

*Agenda:*

1. Reading of the report of the Board of Directors relating to conflicting interests of directors;
2. Approval of the reports of the Board of Directors and of the independent auditor («réviseur d'entreprises») relating to the accounts of the Company as at 31 December 2004;
3. Approval of the balance sheet and of the profit and loss statement of the Company as at 31 December 2004 and of the Consolidated Accounts as at 31 December 2004;
4. Allocation of results for the financial year ending 31 December 2004;
5. Approval of the Board of Director's resolution that a dividend of EUR 0.75 per share (or the Swedish Krona equivalent per Swedish Depository Receipt) shall be paid in cash out of the profits of the financial year ended 31 December 2002 and that 24 May 2005 shall be the record date in respect of such dividend. The payment of cash dividend is expected to occur through VPC AB on 27 May 2005;
6. Discharge to the directors and the independent auditor («réviseur d'entreprises») in respect of carrying out their duties during the financial year ending 31 December 2004;
7. Approval of directors' and committee fees totalling EUR 165,000 to be allocated as follows: EUR 30,000 to the Chairman of the Board, EUR 15,000 to each respective remaining non-executive director and EUR 45,000 to the committees of the Board of Directors;
8. Statutory elections including the election of Helle Kruse Nielsen and Lennart Björk as new members of the Board and Magnus Brännström as member of the Board further to his co-optation by the Board on 1 March 2005. Helle

Kruse Nielsen has worked in various management positions at UNILEVER and MARS INCORPORATED and is currently board member of DANSK DROGE A/S, GUMLINK A/S, VIN&SPRIT AB and ScanSeason A/S. Lennart Björk is chairman of the board and co-founder of GANT COMPANY AB. Birgitta Johansson-Hedberg and Bengt Braun have declined re-election;

9. Approval of the Board of Director's proposal that an election committee («Committee») shall be established and approval of proposed procedure for appointment of the members of the Committee whereby the Board proposes:

that there shall exist a Committee to prepare and make proposals to the AGM regarding the election of the Chairman of the AGM, Chairman of the Board of Directors, Directors and, if applicable, auditors, as well as the Board of Directors' and auditors' fees;

that the Chairman of the Board of Directors shall convene the five largest shareholders of the Company, as it is known by the Company at that time, at the end of the third quarter of the year. These shareholders then have the right to appoint a member each of the Committee. If any of the five largest shareholders declines its right to appoint a member of the Committee, or if a member resigns from the Committee and is not replaced by a new member appointed by the same shareholder, the shareholder next in size shall be given the opportunity to appoint a member of the Committee. If several of the shareholders decline their right to appoint members of the Committee, no more than the eight largest shareholders need to be contacted. The Committee should be chaired by one of its members. No more than two of the Committee's members should also be members of the Board of Directors. If any of the shareholders having appointed a member to the Committee sells a not insignificant part of its shares in the Company and ceases to qualify as a large shareholder with rights to appoint a member to the Committee, the respective member should resign from the Committee, and a new member should be appointed by the next large shareholder. The chairman of the Board of Directors shall, as part of the Committees' work, present any matters regarding the Board of Director's work that may be of importance for the Committee's work, including an evaluation of the work of the Board of Directors and the requirements and skill set to be represented by the Directors, to the Committee;

that individual shareholders shall have the possibility to give suggestions regarding members of the Board of Directors to the Committee for further assessment within its scope of work;

that information regarding the composition of the Committee shall be made public in the Company's interim report for the third quarter;

that the Committee shall have the right to charge the Company costs for recruitment consultants, if it is deemed necessary to get an adequate selection of candidates for members of the Board of Directors.

10. After reading of the report of the Board of Directors relating to exclusion of the pre-emption right, approval of proposal for authorization to the Board of Directors to issue shares under a new share incentive plan for key employees and a small number of other key individuals of the Company (the «Participants») for the years 2005-2007, whereby the Board of Directors proposes that the EGM authorizes the Board of Directors to at one or several occasions increase the share capital of the Company within the authorized share capital and exclude the pre-emption right by the issue of up to 2,250,000 shares to the Participants under such plan. Out of such shares up to 150,000 shares will annually be purchased by the Participants at fair market terms, a total of up to 450,000 shares (the «Investment Shares») over the life of the plan. Up to a further 600,000 shares per year will be available to be awarded to the Participants as free shares, a total of up to 1,800,000 shares over the life of the plan (the «Achievement Shares»). The allotment of Achievement Shares to each Participant will be between 0 and 4 Achievement Shares for each Investment Share, depending upon the development of the Operating Profit of the Company in the 3 years following the Purchase of each Investment Share. The levels of Operating Profit development required for each Achievement Share level will be set by the Board of Directors to provide a fair balance between performance and reward. Under IFRS 2 the cost of the plan must be expensed through the Operating Statement over the life of the plan. The cost calculation depends in part on the share price ruling for the Investment Shares in each year and as this is uncertain the full cost of the scheme may not be calculated now. For this reason the Board of Directors will examine the levels of performance required for the Achievement Share levels each year and will inform each respective Annual Shareholders Meeting of the expected cost of such years' allocation. At today's share price of SEK 150 the cost of the 2005 allocation of 150,000 Investment Shares will be between EUR 0 and EUR 9,000,000 depending on performance. This cost will be spread over the period 1 July 2005 - 30 June 2008. In the event that the subscription price for any share issued pursuant to the share incentive plan is less than the accounting par value of each share so issued, the Board of Directors shall be authorised to take the balance in respect thereof from the reserves of the Company. The number of Participants in this year's grant amounts to approximately 150 individuals. If all of the Investment Shares and Achievement Shares are subscribed for and awarded, the share capital will increase by EUR 2,812,500, implying a potential dilution of approximately 3.0 per cent in earnings per share in the Company over the lifetime of the share incentive plan. The reason for the deviation from the shareholders' pre-emption rights according to the above proposal is that a long-term ownership interest of the Participants is likely to increase the interest in the business and the results of the ORIFLAME group and that it will increase the motivation and mutual interests of the Participants and the Company. The proposal is therefore deemed to be beneficial for the Company and its shareholders.

11. Deletion of Article 5 of the Articles of Association and replacing it with the following:

«**Art. 5. Share capital.** The share capital of the Company is fixed at seventy-four million one hundred and seventy-six thousand seven hundred and eighty-six euros and twenty-five cents (EUR 74,176,786.25), represented

by fifty-nine million three hundred and forty-one thousand four hundred and twenty-nine (59,341,429) shares of no nominal value.

The authorised capital of the Company is fixed at one hundred and two million four hundred thousand euros (EUR 102,400,000.00). The board of directors of the Company shall have power to issue shares and increase the share capital of the Company within the limits of its authorised capital for a period ending five years after 19 May 2005 to persons exercising their rights under the 2005 share incentive plan and to exclude the pre-emption rights of existing shareholders by the issue of up to two million two hundred and fifty thousand (2,250,000) shares under such plan and in the event that the subscription price for any share issued pursuant to the 2005 share incentive plan is less than the accounting par value of each share so issued, to take the balance in respect thereof from the reserves of the Company.

Such authorisation may be renewed by decision of a general meeting of the shareholders.

The realisation of the authorised capital will take place by the creation and the issue of new shares of no nominal value and which will benefit from the same rights as shares previously issued.»

## 12. Miscellaneous.

### *Notice to shareholders*

Shareholders who wish to attend the AGM and EGM must;

- i. be registered as shareholders in the share register of the Company on 9 May 2005;
- ii. notify the Company of their intention to attend the AGM and EGM no later than 5 p.m. on 13 May 2005.

Shareholders who are able to prove that they are registered shareholders of the Company as at 9 May 2005 may attend the AGM and EGM.

Shareholders who wish to attend the AGM and EGM must give notice of intention to attend by sending attendance cards (available on [www.oriflame.com](http://www.oriflame.com) under the heading «Attendance Cards for Shareholders») to the registered address of the Company. Or they may send the attendance card by fax to the Company at +352 26 20 32 34. All attendance cards must be received by the Company no later than 5 p.m. on 13 May 2005. The attendance card must be completed in full and signed.

Holders of bearer shares wishing to attend and vote at the AGM and EGM in person or by proxy must deposit their bearer shares at the Company's registered offices no later than 5 p.m. on 13 May 2005 and shall obtain a receipt from the Company confirming such deposit. Neither a holder of bearer shares nor his or her proxy shall be permitted to attend or vote at the AGM and EGM except upon production at the meeting of the receipt confirming such deposit.

Shareholders may vote by proxy. Proxy cards (available on [www.oriflame.com](http://www.oriflame.com) under the heading «Proxy Cards for Shareholders») must be used. In order to be included in the votes, fully completed and signed proxy cards must be received by the Company by fax (+352 26 20 32 34) or at the registered address of the Company no later than 5 p.m. on 13 May 2005.

### *Notice to SDR holders*

Holders of Swedish Depository Receipts of the Company («SDRs») who wish to attend the AGM and EGM must:

- i. be registered in the register kept by VPC AB on 9 May 2005
- ii. notify SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (publ) («SEB») of their intention to attend the AGM no later than 5 p.m. on 13 May 2005.

SDRs are only registered in the name of the holder in the register kept by VPC AB («VPC»). SDR holders registered in the name of a nominee (which may be a broker or a bank) must have their SDRs registered in their own names in the VPC register to be entitled to give instructions to SEB to vote at the AGM and EGM. SDR holders who hold through a nominee should therefore request their nominee to request a temporary owner registration (so-called voting-right registration) in good time before 9 May 2005 if they wish to vote.

SDR holders who are directly registered in the VPC register or who have a voting-right registration by 9 May 2005 may attend the AGM and EGM. SDR holders must be able to prove that they are SDR holders as at 9 May 2005 if they wish to attend.

SDR holders who are directly registered in the VPC register or who have a voting-right registration by 9 May 2005 who wish to attend the AGM and EGM must give notice of their intention to attend by sending attendance cards (available on [www.oriflame.com](http://www.oriflame.com) under the heading «Attendance Cards for SDR Holders») to SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (publ), SEB MERCHANT BANKING, Securities Services, Swedish Depository Receipts, 106 40 Stockholm, Sweden. All attendance cards must be received by SEB no later than 5 p.m. on 13 May 2005. The attendance card must be completed in full and signed.

SDR holders who are directly registered in the VPC register or who have a voting-right registration by 9 May 2005 may vote by proxy. Voting is not carried out by attending the AGM or EGM in person. Proxy cards (available on [www.oriflame.com](http://www.oriflame.com) under the heading «Proxy Cards for SDR Holders») must be used. Fully completed and signed proxy cards must, in order to be included in the votes, be received by SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (publ), SEB MERCHANT BANKING, Securities Services, Swedish Depository Receipts, 106 40 Stockholm, Sweden no later than 5 p.m. on 13 May 2005,

SDR holders that have not given SEB instruction as to the exercise of the voting rights pertaining to the shares represented by their respective SDRs at the AGM and EGM by sending SEB a completed and signed proxy card, shall be deemed to have instructed SEB to give a proxy to a person designated by the Company to vote the shares in the same proportion as all other shares in the Company represented by SDRs that are being voted for at the AGM and EGM. However, no such instruction from the SDR holders to SEB shall be deemed given with respect to any matter where giving such instructions and/or discretionary proxy would not be permitted by applicable law.

Please observe that conversion from SDRs into shares and vice versa is not allowed during the period between 9 May 2005 and 19 May 2005.

The AGM can be validly held without any specific quorum and resolutions shall be validly adopted at the AGM if approved by a majority of the shares present or represented and authorized to vote.

The EGM is only validly held if at least 50% of the shares authorized to vote are present or represented at the EGM. Resolutions shall be validly adopted at the EGM if approved by a qualified majority of at least 2/3 of the shares present or represented and authorized to vote.

Luxembourg, on 14 April 2005.

II (01957/280/167)

The Board of Directors.

---

**MILLET S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 19.405.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le 20 mai 2005 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations statutaires
6. Divers.

II (01779/795/16)

Le Conseil d'Administration.

---

**MEANDRE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 85.982.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le 20 mai 2005 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

II (01778/795/14)

Le Conseil d'Administration.

---

**C.I.A. LUX, COMPAGNIE IMMOBILIERE DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.,**

**Société Anonyme.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 50.522.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra le jeudi 19 mai 2005 à 14.30 heures au siège social de la Société sis au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, aux fins de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes;
2. présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2004;
3. affectation du résultat;
4. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

II (01656/1005/18)

Le Conseil d'Administration.

---

**AIG SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
H. R. Luxembourg B 84.227.

## Die JÄHRLICHE HAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilinhaber der AIG SICAV wird am Gesellschaftssitz am 20. Mai 2005 um 15.00 Uhr stattfinden.

*Tagesordnung:*

1. Anhörung und Abnahme der folgenden Berichte:
  - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates
  - b) Bericht des Wirtschaftsprüfers
2. Abnahme von Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2004
3. Beschluss über die Verwendung des Geschäftsergebnisses
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2004
5. Wahl des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr 2005
6. Sonstiges

Die Anteilinhaber werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Hauptversammlung kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber an der Hauptversammlung gefasst werden.

II (01637/755/20)

Der Verwaltungsrat.

**IDEES URBAINES EUROPE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.  
R. C. Luxembourg B 33.262.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 mai 2005 à 11.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2004
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux comptes
5. Divers

II (01598/520/15)

Le Conseil d'Administration.

**ATRINITY HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 76.289.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

## l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 19 mai 2005 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2004 et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2004.
4. Divers.

II (02006/1023/15)

Le Conseil d'Administration.